
Whitepaper sur les investissements en faveur de la petite enfance: Éclairage sur leur utilité pour l'économie nationale

Mai 2020

Table des matières

1. L'essentiel en bref	5
2. Situation initiale et objectifs	9
2.1 Situation initiale	10
2.2 Objectif de l'étude	10
2.3 Méthodologie de l'étude	11
2.4 Structure du Whitepaper	11
3. Observations récentes concernant les effets des investissements dans la petite enfance sur l'économie nationale	12
3.1 Impact auprès des parents	13
3.2 Impact sur les enfants	14
4. Hypothèses pour le calcul des coûts et de l'utilité	18
4.1 Valeurs de référence des scénarios	19
4.2 Coûts et financement	20
4.3 Mode de fonctionnement et limites d'un modèle de simulation	22
5. Résultats des calculs de modèle	23
5.1 Quelle est l'influence du développement sur la croissance économique?	24
5.2 Quels sont les facteurs temporels déterminants pour la croissance économique?	26
5.3 Quelle est l'importance à long terme des différents effets?	28
5.4 Que se passe-t-il si l'on investit spécialement dans la qualité des structures d'accueil?	29
5.5 Quels sont les effets de l'encouragement spécial pour enfants défavorisés?	31
5.6 Que signifie ce programme pour le budget national?	33
5.7 Quel est le degré de fiabilité des résultats?	34
6. Recommandations	35
6.1 Recommandations au niveau politique	36
6.2 Recommandations pour la recherche scientifique	37
7. Bibliographie	39

Avant-propos de la Fondation Jacobs

Chère lectrice, cher lecteur,

Les premières années de vie d'un enfant sont décisives pour son développement futur. Le même constat vaut pour le cadre institutionnel entourant cette phase de la vie d'une personne. Ces conditions-cadres sont indispensables pour assurer à chaque enfant des opportunités équitables, afin qu'il puisse développer tout son potentiel. Si, avant même le début de la scolarité, chaque enfant est accompagné dans son développement indépendamment de son contexte familial et de ses origines, alors les avantages à long terme d'un tel soutien sont acquis: pour l'enfant, dans son éducation et son évolution professionnelle, pour les parents lorsqu'il s'agit d'accéder au marché du travail et à un revenu, et finalement pour l'État lui-même.

Le présent Whitepaper de la Fondation Jacobs est une nouveauté: pour la première fois, il est démontré que, dans le contexte suisse, le développement des offres d'accueil pour jeunes enfants entraîne également des effets positifs pour l'économie nationale. Afin de légitimer le processus de qualité voulu pour ce Whitepaper, la Fondation Jacobs a souhaité que l'étude de référence réalisée par BAK-Economics, avec les simulations qu'elle contient, soit accompagnée par divers économistes et représentant-e-s politiques renommé-e-s.

Cette étude est le projet final du programme de recherche conduit par la Fondation Jacobs, qui a constitué un élément essentiel de sa stratégie 2016–2020 pour améliorer les conditions-cadres entourant la petite enfance en Suisse, stratégie qui visait aussi bien les sphères politiques que le secteur économique, le but étant qu'une véritable politique de la petite enfance puisse voir le jour dans notre pays.

L'étude résumée dans le présent Whitepaper n'a pas pour ambition de définir une politique globale aussi large, mais d'en montrer un aspect partiel, à savoir les effets pour l'économie nationale d'un programme d'investissements de 10 ans dans le domaine de l'accueil de la petite enfance. Par extrapolation, les auteurs de l'étude ont pu identifier les effets attendus, et tout aussi positifs, des investissements supplémentaires qui porteraient sur la qualité des offres et les programmes destinés aux enfants de familles particulièrement vulnérables.

La crise du Covid-19 nous a montré avec une clarté exceptionnelle que pour pouvoir fonctionner, le monde économique doit pouvoir compter sur les structures d'accueil externes pour enfants, et que les acteurs de ce domaine jouent un rôle primordial. La petite enfance est d'une importance systémique. Ce rôle essentiel doit être reconnu et appuyé par les décideurs politiques grâce à la mise en place d'une politique de la petite enfance, par des moyens financiers alloués à l'ensemble des acteurs concernés.

Nous vous souhaitons une lecture passionnante!



Philine Zimmerli
Lead Early Childhood Programs Europe



Muriel Langenberger
Anc. Head of Programs Europe

1.

L'essentiel
en bref

1. L'ESSENTIEL EN BREF

Petite enfance – dans une perspective économique

Les quatre premières années comptent parmi les plus importantes qui soient pour le développement d'un enfant. C'est pendant cette période que les éléments fondamentaux pour le parcours éducatif et les opportunités de vie d'une personne sont posés. Une politique de la petite enfance veillera à créer pour les enfants, depuis les tout-petits jusqu'à l'âge de quatre ans, un cadre leur permettant d'exploiter pleinement leur potentiel, indépendamment de leur origine, de leur domicile ou du revenu de leurs parents. Une telle politique prévoira, d'une part, la création d'offres de qualité à l'échelle nationale et accessibles à tous sous la forme de structures d'accueil de jour, de parents de jour et de groupes de jeu. Surtout, elle permettra la mise en place d'offres de soutien pour les questions d'éducation comme les programmes de visite à domicile ou les consultations pères-mères, les conseils de santé, les centres familiaux ainsi que les activités d'intégration culturelle, linguistique et sociale, les congés parentaux et, finalement, un mode d'urbanisation convivial pour les familles.

BAK Economics s'est intéressée aux effets sur l'économie nationale du développement d'une partie de la politique globale de la petite enfance, à savoir le développement des structures d'accueil de jour, des familles d'accueil de jour et des programmes d'accompagnement pour enfants défavorisés. Le point de départ est le «scénario de référence», qui se base sur l'hypothèse du maintien de l'offre actuelle en matière de petite enfance et du financement tel qu'il se présente aujourd'hui. Ce scénario table sur 67'000 places d'accueil pour jeunes enfants. Il est comparé à trois variantes de développement:

- Le «scénario Investissement» prévoit, sur une période de dix ans, la création de 10'500 places supplémentaires en crèche et en famille d'accueil, autrement dit 21'000 nouvelles places. De plus, il est question de réduire la contribution parentale pour toutes les places d'accueil, notamment les places existantes. Ce scénario coûte à l'État environ 794 millions de francs par année.

Les calculs de modélisation entrant dans le «scénario Investissement» s'accompagnent de deux scénarios complémentaires:

- Pour le «scénario Développement de la qualité», on estime que des investissements supplémentaires de l'ordre de 535 millions de francs par année doivent être effectués pour améliorer la qualité des offres dans le domaine de la petite enfance. Ces moyens additionnels peuvent, par exemple, être investis dans les qualifications du personnel d'accueil.
- Quant au «scénario Programme d'aide aux défavorisés», il dérive également du «scénario Investissement». Selon cette hypothèse, on estime que les 10 pour cent d'enfants particulièrement défavorisés bénéficient, en plus, d'un programme de soutien et d'accompagnement complémentaire. Les bénéficiaires sont notamment les enfants vivant dans un contexte socialement défavorisé et ayant un accès restreint à l'éducation, ou les enfants de migrants. Il est prévu d'allouer une somme d'environ 160 millions de francs pour ce poste.

Tous les scénarios de développement partent du principe que les investissements supplémentaires sont financés pour moitié par la dette publique et pour moitié par l'augmentation de l'impôt sur le revenu.

BAK Economics s'appuie sur une simulation quantitative globale pour montrer quelles sont les répercussions des différents scénarios de développement sur l'économie nationale suisse. L'analyse tient compte de tous les effets pertinents pour l'économie. Les analyses de simulation sont fondées sur un modèle macroéconomique global pour l'économie suisse et prennent en considération les réactions dans l'ensemble du système économique. Par contre, elles n'incluent pas les aspects de société et de politique sociale d'un tel développement, par exemple l'effet de la fréquentation d'offres d'accueil pour jeunes enfants sur le niveau de satisfaction ou l'épanouissement personnel des parents et des enfants.

Alléger la garde des enfants pour les parents permet d'augmenter la production et la croissance

Le premier effet d'un développement des offres dans le domaine de la petite enfance est d'alléger la garde des enfants en donnant plus de temps aux parents. Le temps ainsi gagné peut être consacré à la reprise ou à l'intensification d'une activité lucrative. Les répercussions économiques pour les parents sont conséquentes. Des études montrent que le volume de travail par place supplémentaire en crèche augmente de 46 pour cent d'une activité à plein temps. À l'apogée du «scénario Investissement» examiné par BAK Economics, le volume de travail potentiel augmente de 9700 postes à plein temps, soit 0,2 pour cent de l'activité totale en

1. L'ESSENTIEL EN BREF

Suisse. Cet effet peut paraître négligeable. Il est vrai que dans le programme examiné, il s'agit d'une mesure de faible portée à l'échelle de l'économie nationale. Cependant, l'augmentation permanente de l'offre de travail déclenche, avec le temps et par le biais de divers mécanismes d'ajustement de l'économie nationale, une amélioration de la position économique et, par conséquent, du bien-être de la population.

Une activité lucrative facilitée pour les parents n'augmente pas seulement le salaire, mais aussi le capital humain

Les parents – le plus souvent les mères – qui peuvent commencer à exercer une activité lucrative plus tôt ou plus intensivement accumulent des expériences professionnelles et des compétences supplémentaires dans leur métier. Cet avantage renforce leur position sur le marché du travail et impacte leur salaire. L'activité professionnelle accrue entraîne une accumulation des expériences, ce qui accroît la productivité et confère un avantage salarial supplémentaire. Le programme a pour effet à court terme d'augmenter surtout la disponibilité au travail de la part des parents ayant des enfants, mais il s'ensuit également, à long terme, un accroissement de la productivité au travail. Celle-ci, à son tour, donne lieu à économie plus concurrentielle au niveau international.

Stimuler les enfants dans leurs compétences se transforme en rendement éducatif

Le fait de fréquenter une structure d'accueil permet aux jeunes enfants de mettre en place et de développer leurs compétences et leurs aptitudes. Cet avantage devient évident lorsque ces enfants entrent dans la vie active 15 ou 20 ans plus tard. Soutenir le développement des jeunes enfants débouche notamment sur une augmentation du niveau de compétence individuel. Même si les liens exacts de cause à effet sont controversés et si l'ampleur de ce phénomène n'est pas déterminée précisément, il demeure néanmoins, selon les publications consultées, qu'un accueil de qualité pour les jeunes enfants est susceptible d'améliorer les performances scolaires et le niveau des titres obtenus en fin de formation. En termes d'années de formation, on peut estimer que suite à la fréquentation de structures d'accueil pendant la petite enfance, la durée de formation des personnes concernées augmente de 0,45 année. Les calculs sont fondés sur l'hypothèse que les enfants en âge préscolaire sont pris en charge en moyenne pendant deux à trois jours par semaine dans des structures extrafamiliales. Davantage de formation signifie des compétences plus élevées, et par conséquent une augmentation du revenu potentiel. On parle alors de rendement éducatif. BAK Economics se base sur une augmentation annuelle moyenne du revenu de 3,8 pour cent comme résultat de la fréquentation d'une structure d'accueil pendant la petite enfance. Ce phénomène renforce les impulsions de croissance qui animent l'économie nationale et, en définitive, améliore le bien-être des individus.

L'acquisition de compétences chez les enfants diminue les coûts sociaux et de santé dans leur vie

La fréquentation d'une structure d'accueil pour jeunes enfants peut aussi avoir un effet positif sur divers facteurs impactant la santé. Cette réalité est notamment liée au fait que les enfants ayant bénéficié d'une de ces offres d'accueil comprennent mieux les enjeux quand il s'agit de veiller à maintenir une bonne santé pendant longtemps. De plus, les enfants qui ont fréquenté une structure d'accueil pendant leur plus jeune âge obtiennent souvent de meilleurs titres de fin de formation, ce qui entraîne également un effet positif sur le comportement pour la santé avec, potentiellement, une réduction des frais de santé pour eux-mêmes. Posséder un titre de formation supérieure contribue également à ce que ces enfants, parvenus à l'âge adulte, sollicitent moins souvent l'aide sociale. L'utilisation de structures d'accueil pour la petite enfance entraîne fréquemment une réduction des comportements sociaux indésirables (p. ex. criminalité). Il est important de mentionner ici l'influence positive d'un accueil de qualité des jeunes enfants sur le développement de leur personnalité. L'ensemble de ces facteurs sont positifs pour l'économie nationale. À noter toutefois que ces facteurs ne se manifestent que bien des années après qu'un enfant a fréquenté une structure d'accueil dans son jeune âge.

Investir dans le développement de la petite enfance augmente sensiblement la croissance économique

Le développement de l'offre de places en crèche et en famille d'accueil de jour, en conjonction avec une réduction des contributions parentales, est bénéfique pour l'économie nationale suisse. Ce point apparaît clairement dans les résultats des calculs effectués pour le «scénario Investissement». À long terme, lorsque tous les facteurs positifs ont déployé leurs effets et qu'un nouvel équilibre est atteint dans l'économie nationale, le produit intérieur brut suisse sera 0,5 pour cent plus élevé que sans le développement de l'infrastructure pour la petite enfance. En valeurs actuelles, cette augmentation représente environ 3,4 milliards de francs. Ce chiffre corres-

1. L'ESSENTIEL EN BREF

pond grosso modo à la création de valeur brute atteinte à l'échelle nationale par le secteur de l'édition et des médias. Il n'est que légèrement inférieur à la création de valeur brute de l'ensemble du secteur de l'agriculture et de l'économie forestière, mais nettement plus élevé que celle du secteur suisse du transport aérien.

Dans certaines conditions, les investissements profitent à l'État au bout d'une dizaine d'années déjà

Les coûts découlant du «scénario Investissement» examiné ici pour le développement des possibilités d'accueil s'élèvent à 794 millions de francs par an. En fonction des hypothèses retenues, ces investissements supplémentaires se répartissent plus ou moins pour moitié entre les contribuables – sous forme d'une augmentation de l'impôt sur le revenu – et l'État – sous forme de dettes temporaires. À court terme, en finançant le développement des structures d'accueil pour jeunes enfants et en les subventionnant, l'État investit considérablement plus qu'il ne le fait actuellement. Dans l'immédiat, il s'ensuit logiquement un déficit. Mais par le biais des recettes fiscales supplémentaires, l'État tire finalement profit d'une dynamique économique accrue. Avec le programme d'investissement précité, les premiers excédents apparaissent déjà dix ans après son lancement. À long terme, l'endettement de l'État n'augmente pas. Au contraire, les finances publiques profitent elles aussi de ces investissements.

Investir dans la qualité s'avère particulièrement payant

L'effet résultant de la fréquentation de structures d'accueil pour petits enfants dépend fortement de la qualité de l'accueil: plus la qualité est élevée, plus le développement d'un enfant est favorisé. Les calculs effectués par BAK Economics montrent qu'avec les hypothèses retenues, il est également profitable, du point de vue de l'économie nationale, d'investir dans le développement de la qualité de l'accueil («scénario Développement de la qualité»). Si l'on parvient à accroître l'utilité de l'accueil extrafamilial pour enfants au moyen d'un train de mesures axées sur la qualité, il devient alors possible de quasiment doubler l'effet positif pour l'économie nationale. Lorsque l'équilibre à long terme est obtenu, le produit intérieur brut atteindrait environ 3 milliards de francs de plus qu'avec le «scénario Investissement». Il s'élèverait donc à 6,5 milliards de francs au lieu de 3,4 milliards. Si l'impact résultant de cette mesure d'incitation supplémentaire est si important, c'est parce que l'amélioration de la qualité profite à tous les enfants qui fréquentent une structure d'accueil pendant leur plus jeune âge. Étant donné que l'amélioration de la qualité ne manifeste ses effets sur l'économie nationale que lorsque les jeunes commencent à obtenir un revenu, les avantages de cette mesure n'apparaissent qu'à long terme.

Il est également payant d'aider de manière ciblée les enfants particulièrement défavorisés

Comme le montre un autre calcul réalisé sur la base d'hypothèses plausibles, il serait également payant pour l'économie nationale si l'on aidait 10 pour cent des enfants particulièrement défavorisés de manière ciblée au moyen d'un programme d'accompagnement complétant le «scénario Investissement» («scénario Programme d'aide aux défavorisés»). Chez les enfants qui en bénéficient, l'hypothèse veut que l'utilité sous forme de rendement éducatif est plus grande que dans le cas du «scénario Investissement». Lorsque l'équilibre à long terme est obtenu, le produit intérieur brut pourrait ainsi être 1,5 milliards de francs plus élevé qu'avec le «scénario Investissement». Il s'élèverait donc non pas à 3,4 milliards de francs, mais à 4,9 milliards. Malgré toutes les incertitudes liées aux hypothèses de travail et aux calculs, la simulation montre que le lancement d'un programme d'investissements faisant appel à l'ajout d'offres d'accueil pour enfants particulièrement défavorisés pourrait être une mesure s'accompagnant, elle aussi, d'effets nettement positifs pour l'économie nationale.

Il est sans aucun doute payant d'investir maintenant!

Les calculs réalisés par BAK Economics se sont limités à une partie seulement de la politique globale de la petite enfance, à savoir les structures d'accueil de jour, les familles d'accueil de jour et les programmes d'accompagnement pour enfants défavorisés. D'autres éléments importants tels que les groupes de jeu ou les consultations pères-mères n'ont pas été prises en considération. Les résultats montrent cependant clairement que le développement des offres d'accueil pour jeunes enfants entraînent sans aucun doute un effet positif sur le produit intérieur brut suisse. Il faut préciser que cette observation est valable tout en tenant compte des coûts du programme. *Le tableau 1* ci-dessous résume clairement la situation.

1. L'ESSENTIEL EN BREF

Tableau 1: Investissements et utilité à long terme pour l'économie nationale des différents scénarios

	SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE	SCÉNARIO INVESTISSEMENT	SCÉNARIO DÉVELOPPEMENT DE LA QUALITÉ	SCÉNARIO PROGRAMME D'AIDE AUX DÉFAVORISÉS
Caractéristiques des variantes de développement				
Contribution moyenne des parents aux coûts totaux (crèches)	67%	entre 67% et 44%	entre 67% et 37%	entre 67% et 42%
Places d'accueil	67'000	+ 21'000	comme «scénario Investissement»	comme «scénario Investissement»
Enfants pris en charge	160'000	+ 50'000	comme «scénario Investissement»	comme «scénario Investissement»
Qualité (proportion de personnel qualifié dans les crèches)	60%	60%	100%	60%
Enfants particulièrement défavorisés ayant besoin d'une aide spéciale				21'000
Investissement des pouvoirs publics, par année		794 millions de CHF	794 millions de CHF + 535 millions	794 millions de CHF + 160 millions
Impact à long terme sur l'économie nationale				
Augmentation annuelle du produit intérieur brut		3390 millions de CHF	6500 millions de CHF	4890 millions de CHF
Augmentation annuelle du produit intérieur brut		0,49%	0,95%	0,71%
Évolution du taux d'activité		+ 0,23%	+ 0,25%	+ 0,24%
Évolution du taux de chômage		- 0,02%	- 0,06%	- 0,03%

Source: BAK Economics.

Il vaut la peine, du point de vue économique, d'investir dans le développement des offres d'accueil pour la petite enfance. Avec le «scénario Investissement», le produit intérieur brut augmente annuellement d'environ 0,5 pour cent par rapport au «scénario de référence». En valeurs actuelles, cette augmentation représente environ 3,4 milliards de francs. Si, comme le prévoit le «scénario Développement de la qualité», on investit systématiquement dans l'amélioration de la qualité, le produit intérieur brut augmente même de 6,5 milliards de francs. Lorsque des enfants particulièrement défavorisés bénéficient d'une aide ciblée («scénario Programme d'aide aux défavorisés»), la valeur supplémentaire créée par rapport au «scénario de référence» atteint 4,9 milliards de francs. À cela s'ajoute que tous les scénarios de développement contribuent, à long terme, à l'augmentation du taux d'activité et à la réduction du taux de chômage chez les parents et les enfants devenus adultes. Cette tendance a un impact positif sur l'aide sociale, l'assurance chômage et les autres structures sociales.

Les calculs de simulation ont été effectués en mars 2020, autrement dit avant la crise du coronavirus. Ils ne tiennent donc pas compte des conséquences économiques de la pandémie et des restrictions qui ont suivi. On peut se demander si les résultats de la simulation sont valables dans la nouvelle situation. BAK Economics s'est penchée sur cette question et est parvenue à la conclusion que les effets de cette nouvelle donne sur les résultats de la simulation seront minimes. À moins que le lancement du programme d'investissements soit reporté à plus tard, les conclusions obtenues restent valables même compte tenu de la crise du coronavirus.

2.

Situation initiale
et objectifs

2. SITUATION INITIALE ET OBJECTIFS

2.1 Situation initiale

La Fondation Jacobs souhaite mettre en place de meilleures conditions de développement pour les enfants et les adolescents et veiller à ce qu'ils aient des opportunités équitables pour leur éducation. Tous les enfants doivent pouvoir exploiter pleinement leur potentiel, indépendamment de leur origine, de leur lieu de domicile ou du revenu de leurs parents. Ce sont justement les quatre premières années de vie qui sont les plus importantes pour le développement d'un enfant. C'est souvent pendant cette période que les éléments fondamentaux pour le parcours éducatif et les opportunités de vie d'une personne sont posés. La Fondation Jacobs entend donc contribuer au développement et à l'instauration d'une politique globale de la petite enfance en misant sur des données scientifiques probantes. Une telle politique prévoira, en partie mais pas seulement, la création d'offres de qualité à l'échelle nationale et accessibles à tous dans le domaine de la petite enfance, sous la forme de structures d'accueil de jour ou de parents de jour. La Fondation Jacobs a commandité plusieurs études portant sur divers aspects de la politique de la petite enfance.¹

Globalement, les offres dans le domaine de l'accueil des jeunes enfants en Suisse font pâle figure par rapport à la situation que connaissent d'autres pays hautement industrialisés. Selon des estimations réalisées en 2017, il existait environ 67'000 places à plein temps dans les structures d'accueil de jour et les familles de jour (Bieri et al. 2017). Ce nombre est insuffisant pour répondre aux attentes des parents qui souhaitent exercer une activité lucrative (Infras 2018). De plus, les contributions demandées aux parents pour une place d'accueil sont souvent très élevées, ce qui complique l'accès à ces offres pour les familles à faible revenu.

Cependant, l'existence d'offres de qualité à un prix raisonnable pour le placement de jeunes enfants n'est pas seulement importante pour chaque enfant et les parents, mais de telles offres ont une grande importance pour l'économie nationale. Elles permettent aux parents – le plus souvent les mères –, de rester actifs professionnellement ou de suivre une formation continue. L'économie y trouve également un avantage: d'une part, les mères peuvent ainsi obtenir un revenu plus élevé, ce qui entraîne une augmentation des recettes fiscales pour l'État. D'autre part, des enfants bien accompagnés et soutenus deviennent des adultes plus qualifiés, avec également comme conséquence une augmentation des recettes d'impôts et, en plus, une diminution des comportements à risque. Ces liens ont été mis en évidence dans des recherches effectuées dans différents pays et, pour certains domaines, par le biais de recherches suisses. Reste cependant une inconnue: l'utilité de ces offres en Suisse pour l'économie nationale. Du point de vue économique, vaut-il la peine pour les pouvoirs publics d'investir dans de telles offres? Telle est la question centrale débattue dans le pré-sent Whitepaper. Ce document est fondé sur une étude de grande envergure réalisée par BAK Economics (BAK 2020).

2.2 Objectif de l'étude

Le but principal de l'étude est le calcul des répercussions sur l'économie nationale du développement des offres dans le domaine de la petite enfance en Suisse. L'intérêt porte en particulier sur les questions suivantes:

- Quel est l'effet du développement des offres pour la petite enfance sur la croissance économique?
- Quels sont les facteurs responsables de l'augmentation du produit intérieur brut au cours du temps?
- Quelle est l'importance des différents facteurs, à long terme?
- Dans quelle mesure les résultats sont-ils modifiés si l'on utilise des moyens supplémentaires pour investir particulièrement dans la qualité de l'accueil?
- Dans quelle mesure les résultats sont-ils modifiés si 10 pour cent des enfants particulièrement défavorisés reçoivent une aide spéciale?
- Comment le développement des offres d'accueil pour jeunes enfants impacte-t-il le budget de l'État?
- Quelle est la fiabilité des calculs effectués?

L'étude est basée sur de vastes calculs de simulation. L'objectif primordial est de comprendre comment les offres destinées à la petite enfance impactent les indices d'évolution de l'économie nationale. En comparant à l'aide d'une simulation comment l'économie nationale se comporte avec, puis sans le développement des

¹ <https://jacobsfoundation.org/>

2. SITUATION INITIALE ET OBJECTIFS

offres d'accueil pour petits enfants, l'étude montre les répercussions économiques des investissements dans le domaine de la petite enfance. Étant donné que les coûts du programme sont pris en compte dans les calculs de simulation, il est possible de déduire le rapport coût/utilité du développement des offres d'accueil pour petits enfants.

En se limitant aux offres relatives à la petite enfance, autrement dit aux structures d'accueil de jour et aux familles d'accueil de jour, l'étude se concentre sur une partie seulement de la vaste politique de la petite enfance. Les recherches ne tiennent pas compte d'autres éléments d'une telle politique tels que groupes de jeu, solutions d'aide en matière éducative (p. ex. programme de visites à domicile ou consultations pères-mères), intégration culturelle, linguistique et sociale, formation et formation continue des mères, modèles de travail avec horaire flexible ou à temps partiel pour les pères et les mères, congé parental ou mode d'urbanisation convivial pour les familles (cf. Fondation Jacobs 2018).

2.3 Méthodologie de l'étude

L'analyse effectuée par BAK Economics comprend pour l'essentiel deux étapes de travail.

L'étape 1 s'attache à identifier les effets directs du développement des offres d'accueil sur les parents et les enfants. Se fondant sur une vaste compilation de documentations nationales et internationales, les auteurs ont établi les preuves d'un lien entre la fréquentation de structures d'accueil pour petits enfants et les indices importants de l'économie nationale, puis les ont analysées et en ont quantifié les effets. Ils ont, d'une part, vérifié la manière dont la répartition des revenus des parents évolue en fonction des solutions d'accueil extrafamilial et comment ce facteur se répercute sur le revenu des parents à court, moyen et long terme. Ils ont également estimé important de considérer les conclusions probantes concernant les effets de ces changements sur les recettes fiscales et les dépenses sociales des pouvoirs publics. Les auteurs se sont également intéressés à savoir ce que les recherches peuvent révéler concernant les effets des offres d'accueil pour petits enfants sur l'économie nationale. Sur ce point, le concept de rendement éducatif a joué un rôle important. Des études scientifiques montrent notamment qu'un système de formation, d'accueil et d'éducation de la petite enfance est susceptible de contribuer à ce que les enfants aient un meilleur bagage éducatif. Cet acquis entraîne, à son tour, des meilleures possibilités de revenu à long terme, une manne dont les pouvoirs publics bénéficieront également.

L'étape 2 est constituée de calculs de modélisation comprenant des analyses de sensibilité concernant la fiabilité des résultats. Pour pouvoir quantifier le développement des offres d'accueil pour petits enfants, il a été nécessaire de définir et de calculer les différents scénarios, en prenant pour point de départ le «scénario de référence». Ce cas de figure décrit l'évolution de la Suisse en l'absence de modification de la politique de la petite enfance (statu quo). Ce scénario est tout d'abord comparé au «scénario Investissement», qui prévoit un développement de l'économie nationale suisse pendant la même période si les offres d'accueil pour petits enfants sont développées. Les auteurs ont également effectué des calculs dans deux directions plus détaillées, afin d'identifier les effets économiques au cas où des moyens supplémentaires seraient engagés, d'une part pour accroître de manière ciblée la qualité de l'accueil, et d'autre part pour aider en plus les enfants particulièrement défavorisés.

2.4 Structure du Whitepaper

Les observations essentielles provenant de l'étude menée par BAK Economics sont consignées dans le présent Whitepaper. Ce document est structuré de la manière suivante: le chapitre 3 contient les observations faites à ce jour concernant les retombées économiques des offres d'accueil pour parents et petits enfants sur l'économie nationale. Le chapitre 4 décrit les calculs de modélisation et les hypothèses utilisées. Le chapitre 5 contient les résultats des calculs de modélisation. Quant au chapitre 6, il formule les conséquences pour le monde politique et la recherche. Les liens vers l'étude complète figurent sur le site web de la Fondation Jacobs.

3.

Observations récentes concernant les effets des investissements dans la petite enfance sur l'économie nationale

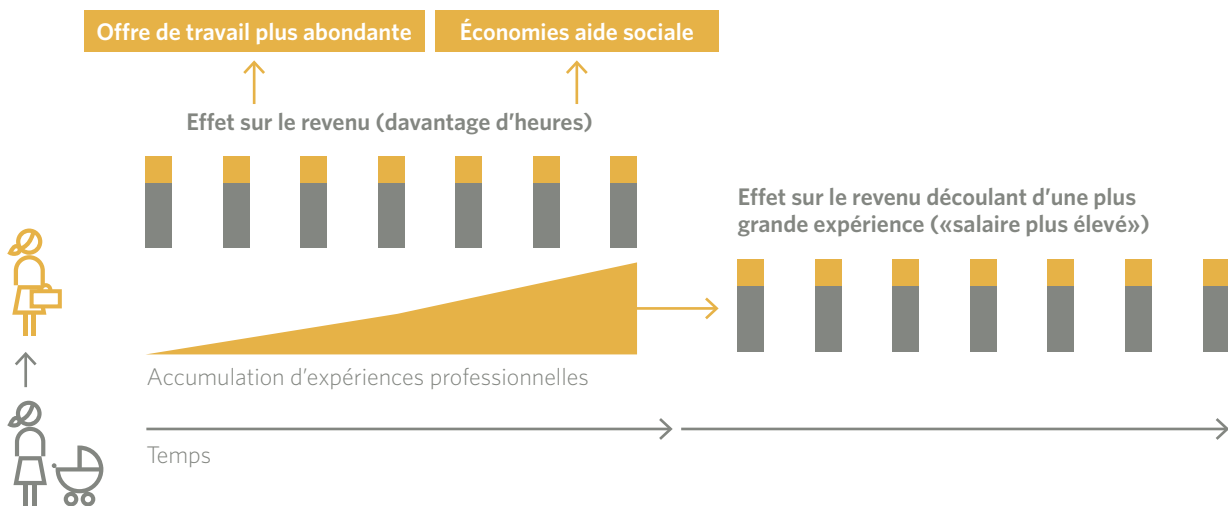
3. OBSERVATIONS RÉCENTES CONCERNANT LES EFFETS DES INVESTISSEMENTS DANS LA PETITE ENFANCE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

Développer des offres pour la petite enfance a un double impact: pour les *parents*, l'élément décisif est l'amélioration de la compatibilité entre le travail et la vie familiale. Pour les *enfants*, il s'agit premièrement d'accroître leurs chances d'accomplir une formation de bon niveau.

3.1 Impact auprès des parents

Du point de parents, les offres pour la petite enfance représentent essentiellement un allègement sur le plan du temps nécessaire pour garder les enfants. La garde des enfants peut avoir un impact sur la reprise d'une activité lucrative ou l'augmentation du taux de cette activité, ou sur l'accomplissement d'une formation continue, avec les effets économiques qui en résultent. Le lien de cause à effet est le suivant: lorsqu'on développe l'offre de structures d'accueil, les parents peuvent rester dans le processus professionnel, éventuellement augmenter leur taux d'activité ou reprendre une activité professionnelle. Le revenu augmente avec l'accroissement du taux d'activité. Il s'agit là d'un effet à court terme. Mais un taux d'activité accru et le fait que les parents ont la possibilité de se maintenir dans une dynamique de travail a également un impact à long terme en raison de l'expérience professionnelle accumulée. Cet effet a pour conséquence que le revenu des parents augmente. Ainsi, on assiste à une augmentation du volume et de la productivité des prestations économiques. Le bénéficiaire en est l'État, puisqu'à court, moyen et long terme, on observe une augmentation des recettes fiscales et une réduction des coûts sociaux. Fondamentalement, ces effets bénéficient aux deux parents. Cependant, en Suisse ce sont particulièrement les mères qui doivent limiter leur taux d'activité pour pouvoir garder leurs enfants. Le *illustration 1* illustre ces liens.

Illustration 1: Répartition du travail lucratif des parents: aspects impactant l'économie nationale



Source: BAK Economics.

3. OBSERVATIONS RÉCENTES CONCERNANT LES EFFETS DES INVESTISSEMENTS DANS LA PETITE ENFANCE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

Augmentation du taux d'activité professionnelle

Une série d'études montrent comment la garde extrafamiliale d'enfants influence la compatibilité entre le travail et la vie familiale en Suisse sous l'angle du potentiel de main d'œuvre disponible. Il existe notamment deux études commanditées par la Fondation Jacobs et condensées sous forme de Whitepaper (INFRAS 2018; B,S,S 2018; Jacobs Foundation 2018). Les modélisations réalisées par BAK Economics s'appuient en grande partie sur ces études.

Si l'on résume les résultats de ces recherches pour les problèmes examinés ici, on observe un lien nettement positif entre la disponibilité des structures d'accueil et celle des mères pour un travail lucratif. La décision des mères de se placer sur le marché du travail dépend autant de la disponibilité des places d'accueil que de leur coût. Une aggrégation des résultats montre assez clairement qu'en Suisse, si l'on améliore l'offre d'accueil pour petits enfants, on peut compter que chaque nouvelle place d'accueil à plein temps entraîne l'équivalent d'un poste à mi-temps en termes de disponibilité au travail. Les résultats sont un peu moins probants en ce qui concerne l'ampleur de la réaction à une modification du coût du placement d'enfant. Il apparaît plausible qu'une diminution de 10 pour cent des coûts du placement d'enfant entraîne une augmentation de 1,5 à 3 pour cent du taux d'activité professionnelle des mères.

Augmentation du revenu annuel des ménages et du capital humain

L'augmentation du taux d'activité des mères débouche sur une amélioration du revenu du ménage. À long terme, il importe également qu'avec une augmentation du taux d'activité, la personne peut accumuler des expériences professionnelles, des aptitudes et des qualifications qui tenderont à élever son niveau de revenu. Une personne ayant davantage d'expérience professionnelle, d'aptitudes et de qualifications pourra utiliser son temps de travail de manière plus productive.

Par conséquent, si une mère retourne plus rapidement à son activité professionnelle grâce aux possibilités d'accueil extrafamilial et/ou augmente son temps de travail, le bénéfice est double: un revenu additionnel direct découlant du temps de travail supplémentaire et un salaire plus élevé. Selon certaines études, l'augmentation de salaire se situe à environ 2,5 pour cent par année supplémentaire de travail à plein temps.

Économies pour l'aide sociale

Les effets décrits précédemment s'accompagnent notamment d'une réduction des dépenses sociales si l'on améliore l'offre d'accueil pour petits enfants. Les parents qui peuvent obtenir un revenu plus élevé sont moins susceptibles de dépendre de l'aide sociale. Cette observation est démontrée par diverses études (Müller Kucera et al. 2000; BASS 2007).

3.2 Impact sur les enfants

L'encouragement précoce a pour but d'améliorer les chances initiales de chaque enfant. Un accueil de qualité pour les enfants en âge préscolaire peut avoir une grande influence sur leur développement futur et est susceptible d'améliorer leurs chances de succès dans la suite de leur parcours éducatif (Lüscher et al. 2010).

Les effets économiques de la fréquentation de structures d'accueil sur les petits enfants s'observent à plusieurs niveaux. Il est cependant clair que ces effets se manifestent bien longtemps après, parfois seulement au bout de plusieurs décennies. Ce phénomène est dû au fait que les enfants ayant fréquenté des structures d'accueil étant très jeunes, n'entrent dans l'univers du travail qu'une vingtaine d'années plus tard. L'étude des ouvrages disponibles sur ce sujet montre que si l'on tente de déterminer les impacts sur l'économie nationale, on peut sommairement distinguer trois aspects (voir *Illustration 2*).

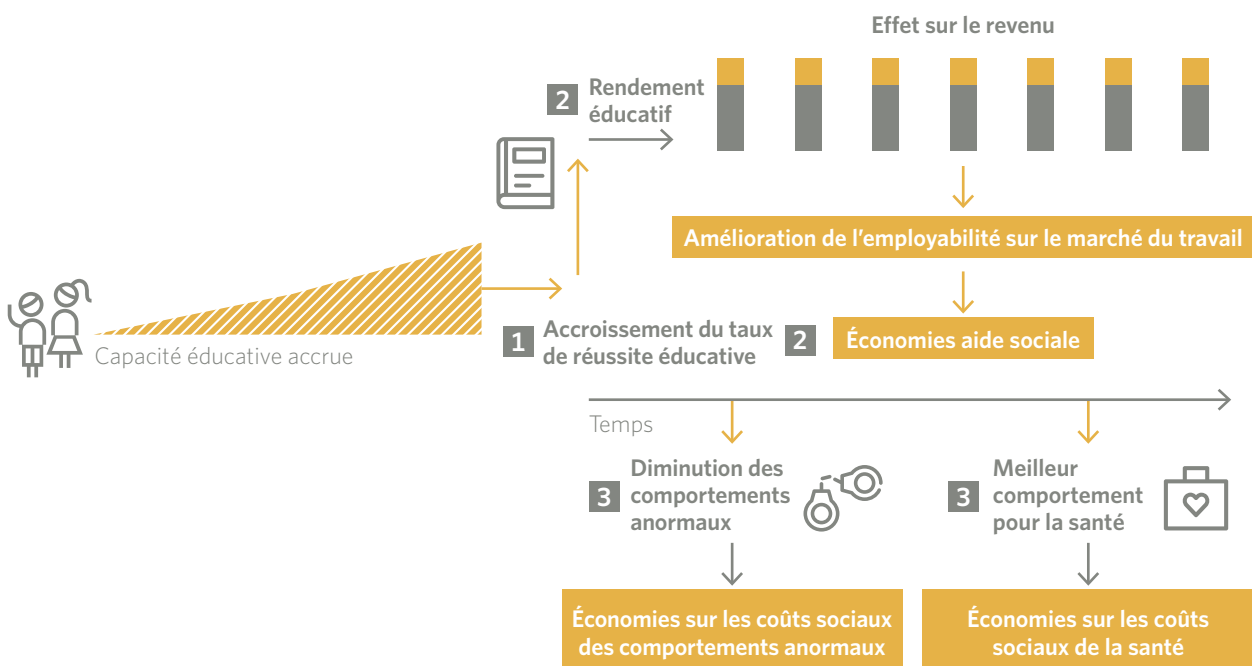
3. OBSERVATIONS RÉCENTES CONCERNANT LES EFFETS DES INVESTISSEMENTS DANS LA PETITE ENFANCE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

Le *premier aspect* est celui des conséquences directes de la fréquentation d'une structure d'accueil pour l'enfant. Les résultats de diverses recherches montrent que les petits enfants ayant pu bénéficier d'un système de formation, d'accueil et d'éducation de qualité apprennent plus facilement et plus rapidement dans les années qui suivent. On observe une meilleure capacité à assimiler, ce qui se traduit par une amélioration des perspectives de formation futures et des résultats tout au long du parcours éducatif. Ces effets peuvent être quantifiés: leur ampleur dépend du type et de la qualité des offres d'accueil utilisées, mais aussi de l'environnement socio-économique des enfants.

Le *deuxième aspect* est celui des perspectives de revenu résultant des meilleures possibilités de formation. Plus le parcours éducatif d'un enfant est réussi, plus les perspectives de revenu futur s'améliorent. Cet effet est le rendement résultant d'une formation plus poussée («rendement éducatif»). Comme pour les parents, un revenu plus élevé signifie aussi, pour ces enfants devenus grands, un risque réduit de devoir solliciter l'aide sociale.

Le *troisième aspect* est lié au rapport positif entre, d'une part, un parcours éducatif réussi et, d'autre part, l'état de santé à long terme et l'ampleur de certains comportements sociaux indésirables (anormalité). Une éducation plus poussée encourage à choisir un mode de vie favorable pour la santé et à réduire les comportements sociaux anormaux.

Illustration 2: Enfants et encouragement précoce: aspects impactant l'économie nationale



Source: BAK Economics.

Les liens expliqués sont attestés par de nombreuses études, dont les résultats ne sont cependant pas toujours applicables directement au contexte qui nous intéresse. BAK Economics a donc dû déterminer de manière indirecte la pertinence de ces liens pour l'économie nationale, en particulier leur quantification.²

² Des explications détaillées figurent dans BAK 2020.

3. OBSERVATIONS RÉCENTES CONCERNANT LES EFFETS DES INVESTISSEMENTS DANS LA PETITE ENFANCE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

Effets sur le succès éducatif des enfants

Le premier maillon de la chaîne reliant, d'une part, l'accueil et l'éducation des jeunes enfants, et d'autre part, les effets économiques, est constitué par le succès éducatif résultant de la fréquentation d'une structure d'accueil pour petits enfants. Les auteurs Tomasik & Helbling (2019) observent l'effet positif d'un tel accueil sur la probabilité que l'enfant suive plus tard la voie gymnasiale. Chez les enfants qui ont été confiés pendant au moins 2,5 jours par semaine à une garde externe, cette probabilité est deux fois plus importante. Dès lors, et compte tenu d'autres ouvrages consacré à ce sujet, BAK Economics estime que la fréquentation d'une structure d'accueil pour petits enfants se traduit par environ 0,45 année de formation supplémentaire.

Les recherches montrent que les enfants provenant d'environnements défavorisés bénéficient fortement de la fréquentation de structures pour les tout-petits. Ce constat est particulièrement vrai lorsque ces structures proposent des offres de qualité (Melhuish et al. 2015). Les avantages de telles offres sont particulièrement bénéfiques aux enfants de migrants, du fait que, par exemple, les compétences linguistiques, l'intégration sociale et les facultés d'apprentissage sont facilitées avant même l'entrée à l'école enfantine (Grob et al. 2019). Un système extrafamilial de formation, d'accueil et d'éducation de la petite enfance est susceptible d'égaliser les différences de maturité scolaire, de diminuer ultérieurement le besoin de mesures d'aide et d'appui, et de réduire le risque d'échec scolaire. Mais il n'existe aucune preuve empirique claire concernant les divers effets des accueils et familles de jour sur la réussite du parcours éducatif.

Effets sur l'évolution du revenu des enfants

Il est indéniable que la réussite éducative – ou les compétences sur lesquelles repose cette réussite – améliore les chances d'obtenir un revenu plus élevé. L'éducation est une forme d'investissement. Cet investissement augmente la productivité et le salaire d'une personne. Le revenu supplémentaire retourne à l'économie dans son ensemble grâce aux dépenses de consommation et aux contributions fiscales plus élevées. Les investissements dans l'éducation améliorent également les chances d'une personne sur le marché du travail ou, vu sous un autre angle, ils réduisent le risque de chômage, ce qui bénéficie également à l'économie.

En Suisse, le «rendement éducatif» pour une année de formation supplémentaire est actuellement estimé à environ 8,5 pour cent (SCRE 2018). Autrement dit, une année de plus passée en formation équivaut en moyenne à une augmentation de 8,5 pour cent du niveau de salaire. Étant donné que la fréquentation d'une structure d'accueil pour petits enfants conduit en moyenne à 0,45 année de formation supplémentaire, on peut en conclure que l'utilisation de telles structures induit une augmentation moyenne du revenu annuel atteignant 3,8 pour cent. Ces réflexions partent du principe que les enfants en âge préscolaire sont confiés à une garde extrafamiliale en moyenne 2 à 3 jours par semaine. L'utilisation d'une offre d'accueil destinée aux jeunes enfants a pour conséquence une amélioration de revenu avec un effet durable pendant toute la vie. Les sommes en question sont considérables: pour une personne ayant un titre de formation du degré tertiaire (p. ex. école supérieure, haute école spécialisée ou université) et un salaire mensuel de 8000 francs, cela équivaut à environ 160'000 francs de revenu additionnel.

Du point de vue économique, on peut résumer en affirmant que les enfants ayant fréquenté une structure d'accueil de qualité ont de meilleures chances, à l'âge adulte, d'exercer une activité lucrative intéressante, ils seront plus productifs, auront de meilleurs salaires et de plus importantes dépenses de consommation. Ces points positifs bénéficient à l'économie nationale.

3. OBSERVATIONS RÉCENTES CONCERNANT LES EFFETS DES INVESTISSEMENTS DANS LA PETITE ENFANCE SUR L'ÉCONOMIE NATIONALE

Effets sur la santé des enfants

Des occupations diverses et variées pour les enfants – activités et stimuli physiques et mentaux – sont bonnes pour la santé, selon l'OFSP (2018). Si ces activités ont une influence sur un modèle de comportement futur, les avantages pour la santé peuvent être ressentis jusqu'à un âge avancé de la vie. Les recherches montrent également qu'un haut niveau de formation influence l'état de santé au même titre qu'un revenu relativement élevé. D'une part, l'éducation permet d'accroître les connaissances sur les facteurs principaux contribuant à une bonne santé, et ce savoir peut notamment amener la personne à mieux gérer les comportements à risque pour la santé et à mener une vie plus saine. D'autre part, un meilleur revenu améliore l'accès aux prestations de santé et à l'information, et par conséquent aux soins médicaux. Ces effets peuvent être très importants précisément pour les enfants issus d'un environnement socialement défavorisé (Spiess & Schnyder-Walser 2018).

Les effets de ce genre sont également pris en compte dans la modélisation réalisée par BAK Economics. Le lien direct entre la fréquentation de structures d'accueil pour petits enfants et l'état de santé n'a pour l'instant pas fait l'objet d'investigations suffisantes pour pouvoir en déduire des éléments quantifiables. Les auteurs ont donc opté pour une approche indirecte. La première piste est fournie par des indices sur le lien entre la fréquentation de structures d'accueil pour petits enfants et la réussite du parcours éducatif. Le deuxième axe de recherche fait appel aux résultats empiriques concernant le rapport entre la réussite du parcours éducatif et l'état de santé. Les auteurs de cette étude ont trouvé suffisamment de preuves empiriques confirmant que les années de formation supplémentaires réduisent la prévalence des trois principales maladies non transmissibles que sont le diabète, les problèmes cardio-vasculaires et le cancer (z.B. Mielck et al. 2012). BAK Economics a pris ces liens comme base pour calculer les effets des offres d'accueil pour petits enfants sur les coûts de la santé. Il s'avère que les enfants ayant fréquenté de telles structures ont de bonnes chances de suivre une formation supplémentaire de quelques années. Le temps additionnel passé en formation réduit le risque d'être atteint par des maladies non transmissibles. Ce facteur tend à réduire les coûts de la santé.

Effets sur certains comportements sociaux indésirables des enfants

Les comportements sociaux indésirables, en particulier la criminalité, occasionnent des coûts considérables pour l'économie nationale. Autant que possible, ces facteurs ont également été pris en compte dans cette étude. Il existe certes quelques études sur le rapport entre la fréquentation d'une structure d'accueil pour petits enfants et la criminalité, mais ces recherches portent principalement sur des projets faisant intervenir des programmes d'encouragement particulièrement intensif avec accompagnement à long terme pour des groupes à risque, et elles proviennent pour la plupart des États-Unis (p. ex. Bartik et al. 2016). Pour obtenir une base empirique solide servant à la modélisation des effets sur l'économie nationale de l'encouragement précoce en Suisse, il faudrait choisir, comme pour le domaine de la santé, une approche indirecte. Là encore, la première piste consiste à étudier les résultats concernant le lien entre la fréquentation de structures d'accueil pour petits enfants et la réussite du parcours éducatif. Le deuxième axe d'analyse est basé sur les résultats empiriques concernant le rapport entre la réussite du parcours éducatif et les comportements anormaux. Les auteurs ont, ici aussi, trouvé suffisamment de preuves empiriques confirmant que des années de formation supplémentaires réduisent la criminalité (p. ex. Lochner & Moretti 2004, Machin 2010).

Effets sur l'utilisation de prestations sociales pour les enfants

À long terme, le développement de l'offre de prestations pour petits enfants conduira également, pour ces enfants devenus adultes, à une augmentation du revenu. On peut ainsi partir du principe que chez ces personnes, la fréquentation de structures d'accueil pendant leur jeune âge permettra de réduire les dépenses publiques d'aide sociale. Le mode opératoire suit le même schéma logique que pour les parents. S'appuyant sur des publications de recherches et des statistiques officielles, BAK Economics a calculé le potentiel annuel d'économies par personne ayant utilisé les offres d'accueil pour jeunes enfants.

Les explications figurant dans ce chapitre sont basées sur les observations disponibles concernant le rapport entre la fréquentation de structures d'accueil pour petits enfants et d'importants indicateurs économiques pertinents. Dans le prochain chapitre, ces liens ont été intégrés dans un modèle de simulation économique.

4.

Hypothèses pour
le calcul des coûts
et de l'utilité

4. HYPOTHÈSES POUR LE CALCUL DES COÛTS ET DE L'UTILITÉ

Le calcul de l'évolution des coûts et de l'utilité des offres d'accueil pour petits enfants sur une longue durée doit prendre en compte de nombreuses hypothèses. Celles-ci concernent les scénarios d'investissement prévus ainsi que les coûts et le financement de ces investissements. Il s'agit également de considérer la période d'observation. Le présent chapitre est aussi consacré au fonctionnement et aux limites du modèle de simulation.

4.1 Valeurs de référence des scénarios

BAK Economics a réalisé de vastes calculs de simulation dans le but de déterminer le rapport coût-utilité, sous l'angle de l'économie nationale, des offres d'accueil pour petits enfants en Suisse, compte tenu de tous les indicateurs économiques importants. Ces calculs sont fondés sur quatre scénarios:

- Le «*scénario de référence*» est basé sur la continuation des offres d'accueil pour petits enfants, et leur financement, dans les mêmes conditions qu'aujourd'hui.
- Le «*scénario Investissement*» admet l'hypothèse d'un développement intensif des places d'accueil et d'une réduction des contributions financières parentales. Actuellement, les parents en Suisse doivent assumer en moyenne 67 pour cent des coûts totaux d'une place d'accueil. C'est la situation sur laquelle est fondé le «*scénario de référence*». Le «*scénario Investissement*» estime que les contributions parentales se situent à 44 pour cent des coûts totaux dans les structures d'accueil de jour et à 50 pour cent dans les familles d'accueil de jour. On estime aussi que 21'000 nouvelles places d'accueil sont créées. Le «*scénario Investissement*» couvre très largement les besoins en matière d'accueil établis selon un vaste sondage réalisé auprès des parents en 2018 (Infras 2018). Selon ce scénario, les coûts d'investissement supplémentaires atteignent 794 millions de francs par année.
- Le «*scénario Développement de la qualité*» va au-delà du «*scénario Investissement*» par le fait qu'il prévoit une tranche supplémentaire d'investissements à hauteur d'environ 535 millions de francs par année pour assurer la qualité du système de formation, d'accueil et d'éducation de la petite enfance. Ce chiffre représente une augmentation de 20 pour cent des coûts totaux par place d'accueil. Ces moyens sont notamment investis dans les qualifications du personnel d'accueil.
- Le «*scénario Programme d'aide aux défavorisés*» est également basé sur le «*scénario Investissement*». Mais il admet, en plus, que les enfants défavorisés, par exemple ceux ayant un accès restreint à l'éducation, ou qui vivent dans un environnement défavorable, ou qui sont issus de l'immigration, sont susceptibles de bénéficier tout particulièrement d'un système de formation, d'accueil et d'éducation de la petite enfance. Il établit également que 10 pour cent des enfants les plus défavorisés profiteront de mesures d'encouragement spéciales. À cet effet, on prévoit d'investir environ 160 millions de francs par année, qui s'ajoutent aux 794 millions du «*scénario Investissement*».

Les auteurs déterminent le rapport coût-utilité pour l'économie nationale des investissements réalisés dans le développement des offres d'accueil pour petits enfants en comparant le «*scénario de référence*» avec les autres scénarios au moyen de calculs de simulation. On estime, pour chacun des scénarios de développement, qu'il faut une période de 10 ans pour leur mise en œuvre complète. Le *tableau 2* résume les paramètres principaux des différents scénarios:

4. HYPOTHÈSES POUR LE CALCUL DES COÛTS ET DE L'UTILITÉ

Tableau 2: «scénario de référence» et scénarios de développement de l'offre d'accueil pour petits enfants

		SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE	SCÉNARIO INVESTISSEMENT	CÉNARIO DÉVELOPPEMENT DE LA QUALITÉ	SCÉNARIO PROGRAMME D'AIDE AUX DÉFAVORISÉS
Coûts					
Coûts totaux en CHF par jour	Crèche	135	135	162	135
	Famille de jour	100	100	120	100
Contrib. parentale aux coûts totaux (prix par jour)	Crèche	67% (90)	44% (60)	37% (60)	44% (60)
	Famille de jour	75% (75)	50% (50)	42% (50)	50% (50)
Qualité					
proportion de personnel pédagogiquement qualifié ayant un CFC ou un titre de degré tertiaire	Crèche	60%	60%	100%	60%
	Famille de jour	sans qualification pédagogique	sans qualification pédagogique	avec formation pédagogique	sans qualification pédagogique
Places d'accueil					
le développement s'effectue pour moitié dans les crèches et pour moitié dans les familles d'accueil de jour		67'000	88'000 (Δ: + 21'000)	88'000 (Δ: + 21'000)	88'000 (Δ: + 21'000)
Nombre d'enfants gardés		160'000	210'000	210'000	210'000
Programme d'aide aux défavorisés		non	non	non	oui, pour 21'000 enfants

Légende: CFC = Certificat fédéral de capacité.
Source: BAK Economics.

4.2 Coûts et financement

Le développement tel que calculé occasionne des coûts qui doivent être financés.

Coûts

S'agissant des coûts, le «scénario Investissement» utilisé par BAK Economics mise sur un développement quantitatif des places d'accueil et un allègement de la charge financière des parents grâce à des moyens supplémentaires débloqués par les pouvoirs publics. Le «scénario Investissement» prévoit 21'000 places supplémentaires (voir section 4.1). S'appuyant sur des informations disponibles, BAK Economics estime que dans le cas des crèches, les coûts totaux par place d'accueil supplémentaire s'élèveront à 31'526 francs par année, tandis que ce chiffre atteindrait 23'073 francs dans le cas des familles d'accueil de jour.

Les coûts totaux du placement d'enfant sont aujourd'hui répartis entre les moyens financiers des parents et les deniers publics. Le programme d'investissement prévoit notamment que les pouvoirs publics augmentent leur participation aux coûts (voir tableau 3.) La nouvelle répartition s'applique autant aux places existantes qu'aux nouvelles. Le montant réduit de la participation parentale est désormais de 60 francs par jour au lieu de 90 dans le cas des crèches, et de 50 francs au lieu de 75 francs par jour s'agissant des familles d'accueil de jour. Les coûts totaux par jour de prise en charge restent inchangés. Autrement dit, les dépenses de l'État augmentent. On estime que le montant de subvention plus élevé sera permanent et prévu pour toutes les places, notamment celles qui existent déjà. Pour le calcul des coûts, il faut donc considérer, d'une part, que 21'000 nouvelles places sont créées, avec une nouvelle clé de répartition entre les parents et l'État. D'autre part, ce calcul doit tenir compte de la redistribution des coûts pour les places existantes, une partie des coûts étant transférées des parents aux pouvoirs publics.

4. HYPOTHÈSES POUR LE CALCUL DES COÛTS ET DE L'UTILITÉ

Les dépenses supplémentaires de l'État pour le développement des solutions d'accueil et l'allègement financier selon le «scénario Investissement» coûtent 794 millions de francs par année (voir tableau 3). De ce montant, 468 millions représentent la part des coûts précédemment à la charge des parents. La somme de 326 millions de francs est la participation de l'État aux coûts du développement des places d'accueil.

Tableau 3: Dépenses des pouvoirs publics pour le développement des places d'accueil et l'allègement financier des parents selon le «scénario Investissement»

	COÛTS DÉVELOPPEMENT ACCUEIL		ALLÈGEMENT FINANCIER
	Places supplémentaires	Part de l'État en millions de francs/année	Réduction de la part parentale en millions de francs/année
Crèches	+ 10'500	197	442
Familles d'accueil de jour	+ 10'500	129	26
Total	+ 21'000	326	468

Source: BAK Economics.

Les scénarios «Développement de la qualité» et «Programme d'aide aux défavorisés» prévoient des moyens supplémentaires de 535, respectivement 160 millions de francs, pour le développement de la qualité et les mesures en faveur des enfants défavorisés.

Financement

Concernant le financement du développement apporté par l'État, le scénario suivant est envisagé: l'État assume la moitié des coûts supplémentaires par le biais de la dette. L'autre moitié des coûts supplémentaires est financée au moyen d'une augmentation d'impôts.³ L'État détermine à cet effet l'augmentation nécessaire du taux d'impôt sur le revenu. Cette augmentation de la quotité d'impôt est introduite progressivement sur une période de dix ans, puis maintenue durablement au niveau final. L'augmentation d'impôt en soi génère déjà des effets sur l'économie dans son ensemble. Ces mécanismes sont intégrés dans les calculs de modélisation.

³ Le «scénario Investissement» sur lequel repose l'essentiel des calculs réalisés par BAK Economics admet l'hypothèse que les investissements de l'État sont financés exclusivement par le biais de la dette. Cette approche peut déboucher sur des résultats légèrement divergents par rapport au «scénario Investissement» décrit dans ces lignes. Cf. BAK Economics 2020.

Période de projection

Un examen du domaine de la petite enfance sous l'angle de l'économie nationale doit considérer le long terme. En effet, les coûts se présentent surtout au début du processus d'investissement, alors que les effets – principalement ceux qui concernent les enfants eux-mêmes – ne se manifestent qu'après de nombreuses années. Par exemple, l'amélioration des opportunités éducatives conduit, le cas échéant, à un titre de formation plus élevé seulement au bout d'une quinzaine ou une vingtaine d'années après la fréquentation d'une structure d'accueil pour petits enfants. Et l'effet de ce titre de formation supérieure n'apparaîtra qu'au cours des années suivantes sous forme d'un revenu plus élevé et d'une meilleure productivité qui apporteront un plus pour l'économie nationale. On compte qu'un nouvel équilibre pour l'économie ne sera atteint qu'environ 60 ans après le développement d'un système d'accueil et d'éducation de la petite enfance. Pour pouvoir évaluer les résultats de la modélisation de manière différenciée, on distingue trois phases:

- *Phase 1 (2020–2029)*: les dix premières années représentent la phase de mise en place du programme. Cette période est marquée par deux aspects principaux. D'une part, les investissements réalisés dans le domaine de l'éducation précoce produisent des effets économiques directs, par exemple par la créations de nouveaux emplois dans les crèches. D'autre part, les améliorations qu'un tel développement entraînent sur le plan de la compatibilité entre le travail et la vie familiale conduisent à une intensification de l'activité professionnelle, en particulier chez les mères. La phase 1 se termine lorsque le programme d'investissements pour la petite enfance est entièrement réalisé.
- *Phase 2 (2030–2065)*: pendant les quelque 35 années suivantes, le taux d'activité professionnelle des mères continue d'augmenter. Le taux d'activité et le salaire des mères s'accroissent continuellement. Simultanément, les personnes ayant bénéficié d'un encouragement précoce deviennent toujours plus nombreuses et elles arrivent petit à petit sur le marché du travail. Dans un premier temps, l'économie bénéficie surtout de l'apport de la génération des parents, mais graduellement, la génération des enfants prend le pas.
- *Phase 3 (à partir des années 2090)*: à long terme, le processus de développement se termine lorsque toutes les mesures déploient efficacement leurs effets et qu'un équilibre est atteint dans l'économie nationale. Il n'existe plus d'autres mesures incitatives ou de processus de changement. Cette phase commence lorsque la première génération de personnes ayant bénéficié d'un encouragement précoce et du programme d'investissements pleinement fonctionnel partent à la retraite. Ce calcul tient également compte des effets sur la santé et sur les comportements anormaux. À ce stade, l'économie nationale a atteint un nouvel équilibre.

4.3 Mode de fonctionnement et limites d'un modèle de simulation

Par «simulation», il faut entendre, dans le contexte des modèles macroéconomiques, l'évolution du développement économique dans des conditions-cadres modifiées. On s'intéresse en particulier au lien entre les différentes données de simulation et les modifications de variables qu'elles entraînent. Le fait de limiter l'observation à l'environnement représenté par un modèle de simulation ne permet pas seulement de s'assurer que des effets indirects et dynamiques seront pris en compte. Cette restriction évite également les doublons.

Ces possibilités de simulation ont pour *avantage* de déterminer les effets à court, moyen et long terme, d'élaborer des hypothèses de modèle théoriques plausibles, de tenir compte des implications internationales et de pouvoir calculer différents scénarios.

Mais de tels modèles de simulation ont aussi leurs *limites*. Tout d'abord, ils représentent une image simplifiée des rapports macroéconomiques. Exemple: on ne peut pas, ou en partie seulement, établir une représentation lorsque les qualifications relatives à l'offre de travail ne correspondent pas à celles de la demande. Ensuite, les estimations économétriques peuvent ne pas être pertinentes. De tels modèles sont forcément basés sur des évolutions passées et, du fait qu'ils dépendent des hypothèses retenues, ont un champ de validité limité pour les fluctuations des variables déclarées. Troisièmement, un modèle macroéconomique peut servir à illustrer uniquement des effets pertinents en relation avec l'économie nationale, et non des effets sociaux ou liés à la politique sociale.

5.

Résultats des calculs de modèle

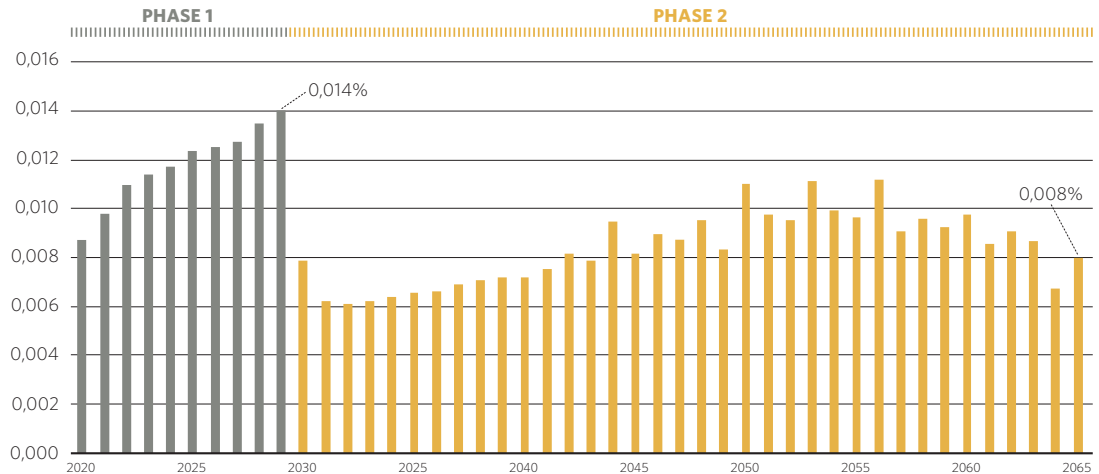
5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

À ce stade, examinons les résultats des calculs de modélisation.

5.1 Quelle est l'influence du développement sur la croissance économique?

L'illustration 3 ci-après montre les effets du programme d'investissements sur l'économie nationale. Il indique l'évolution annuelle des taux de croissance de l'économie. Il apparaît que l'influence la plus forte sur la croissance économique générale s'exerce pendant la phase de démarrage du programme (phase 1). Les taux de croissance sont donc entre 0,009 et 0,014 points de pourcentage plus élevés que dans une situation sans développement. Pendant la phase 2, les valeurs des mesures incitatives supplémentaires sont certes plus basses que pendant la phase 1, mais restent néanmoins positives. L'affaiblissement temporaire de l'effet des incitations provenant du programme d'investissement est principalement dû au fait que la fin du programme d'État 2030 a pour conséquence de supprimer les effets directs des investissements publics (notamment le développement des places en crèche) et de couper l'effet dû à l'augmentation régulière de l'offre de travail destinée aux mères.

Illustration 3: Évolution annuelle du taux de croissance du produit intérieur brut en raison du programme d'investissements (en pourcentage)

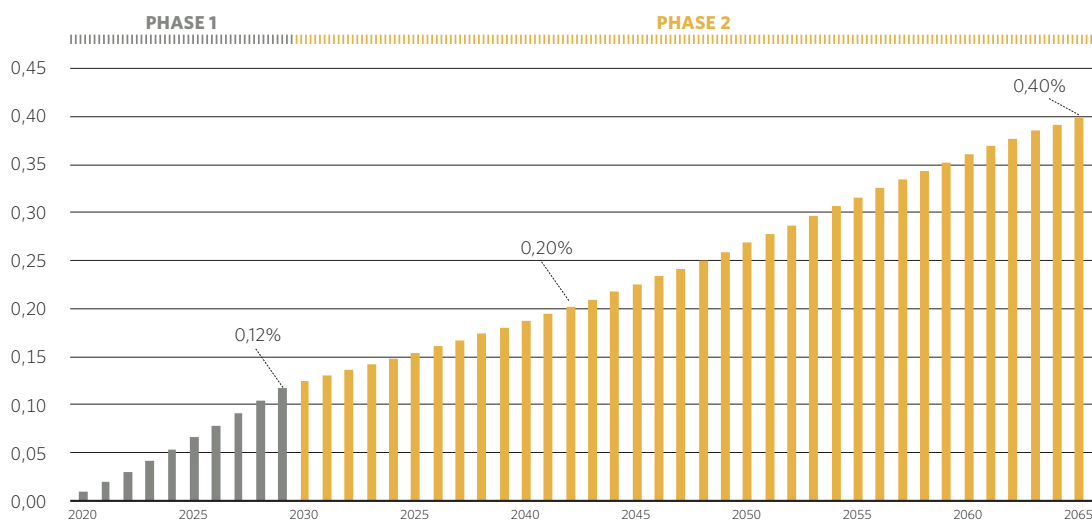


Source: BAK Economics..

Étant donné que le taux de croissance est positif chaque année, la performance de l'économie dans son ensemble augmente d'année en année. Au bout d'un certain temps, il en résulte une différence notable. Le *illustration 4* le montre clairement. La hauteur des colonnes indique, pour chaque année, le pourcentage d'augmentation du niveau de production de l'économie grâce au programme d'investissements, par rapport à une situation sans investissement. Jusqu'en 2029, le produit intérieur brut de la Suisse est, en raison du programme d'investissements, 0,12 pour cent plus élevé. Quarante ans après le lancement du programme, le différentiel de croissance du PIB atteint 0,40 pour cent.

5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

Illustration 4: Influence du programme d'investissements sur le produit intérieur brut (en pourcentage)



Source: BAK Economics.

À long terme, lorsque tous les effets sont observables et qu'un nouvel équilibre s'est établi dans l'économie, le produit intérieur brut est environ 0,5 pour cent plus élevé que sans programme de développement. En valeur actuelle, ce chiffre correspond à quelque 3,4 milliards de francs. Cette croissance du PIB tient compte de tout le financement requis pour l'exécution du programme. Il correspond grosso modo, selon l'Office fédéral de la statistique, à la création de valeur brute atteinte à l'échelle nationale par le secteur de l'édition et des médias. Il n'est que légèrement inférieur à la création de valeur brute de l'ensemble du secteur de l'agriculture et de l'économie forestière, mais plus élevé que celui du secteur suisse du transport aérien.

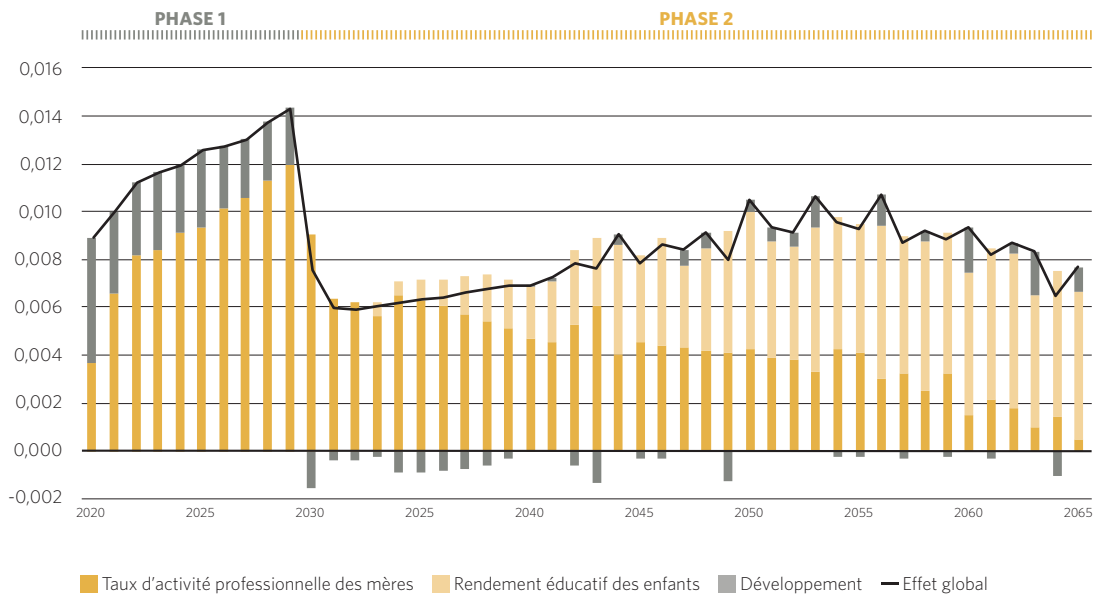
Autre avantage: avec le «scénario Investissement», le niveau de l'emploi évolue favorablement. Il augmente de 0,23 pour cent tandis que le taux de chômage baisse de 0,02 pour cent. Ces effets peuvent sembler insignifiants. Il faut cependant relever que dans le programme examiné, la mesure en question est de faible portée à l'échelle de l'économie nationale.

5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

5.2 Quels sont les facteurs temporels déterminants pour la croissance économique?

Dans les différentes phases qui se succèdent, quels facteurs, dans notre contexte, constituent le moteur essentiel de la croissance économique? On peut distinguer trois axes d'influence: le développement de l'offre d'accueil, l'activité professionnelle des mères et le rendement éducatif chez les enfants. L'importance relative de ces axes apparaît dans le *illustration 5*. La ligne verte désigne l'action conjuguée de tous les effets sur la croissance économique. La hauteur des colonnes indique quelle proportion de l'incitation est due aux différents axes d'influence.

Illustration 5: Influence du programme de développement sur le taux de croissance économique (en pourcentage)



Source: BAK Economics.

L'axe d'influence «Développement»

L'axe d'influence appelé «Développement» est caractérisé par les effets liés directement aux investissements supplémentaires en faveur de l'accueil et de l'éducation de la petite enfance. Ces effets sont surtout ressentis dans l'économie pendant la phase 1, et l'effet le plus marqué intervient pendant la première année du développement. L'impact le plus fort provient des dépenses de l'État pour la création de places d'accueil. À noter également que les ménages privés reçoivent des subventions plus élevées pour la garde de leurs enfants. Cependant, ces effets en soi ne se traduisent pas dans une quelconque augmentation du potentiel de croissance. Il s'agit plutôt d'un transfert des ressources disponibles en faveur d'utilisations alternatives. Étant donné que les dépenses supplémentaires sont partiellement financées par le biais de la dette publique, les incitations positives au début de la phase de développement se heurtent à des résistances. Exemple: il se produit une augmentation à moyen terme du niveau général des salaires, des prix et des taux d'intérêts en raison du regain d'activité économique de l'État – le potentiel de production restant par ailleurs inchangé. Cette situation entraîne des effets provisoirement négatifs pour la capacité concurrentielle, car elle freine la propension aux investissements de la part des acteurs privés. Ces effets sont toutefois de très faible ampleur et limités dans le temps.

5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

L'axe d'influence «Présence des mères sur le marché du travail»

L'axe d'influence «Présence des mères sur le marché du travail» comprend tous les effets sur la croissance économique générale que le calcul de simulation attribue au surcroît d'activité professionnelle des mères. Ces influences se font sentir au début du programme d'investissement et augmentent en intensité jusqu'à la fin de la phase de développement 2030. L'une des causes entrant dans la simulation de la croissance est le fait que grâce au programme d'investissements, davantage de mères participent activement au marché du travail. Autre élément d'explication: les mères ayant des compétences supplémentaires en raison d'une expérience professionnelle relativement longue deviennent plus productives et obtiennent un meilleur revenu. À long terme, l'effet du revenu et l'effet de l'expérience entrent chacun environ pour moitié dans la croissance.

Les effets positifs les plus forts attribués à la présence des mères sur le marché du travail se font sentir pendant la phase de développement (phase 1). Pendant cette période, les mères augmentent leur taux d'activité professionnelle grâce à une meilleure compatibilité entre le travail et la vie familiale. À cela s'ajoutent, pendant la phase 2, un effet positif toujours plus marqué sur le niveau de productivité de l'économie dans son ensemble si un nombre toujours plus important de mères bénéficient de l'accumulation d'expériences professionnelles. Les impulsions de croissance résultant de l'accumulation d'expériences professionnelles se stabilisent dans une phase ultérieure de la période de simulation. Ce tassement s'explique par le fait qu'à ce stade, un nombre accru de mères ayant bénéficié du programme partent à la retraite. Jusqu'en 2065, les processus d'ajustement économique liés à l'augmentation du taux d'activité professionnel des mères arrivent globalement à leur terme, puisque le nombre de mères entrant sur le marché du travail est compensé par celui des mères quittant la vie active. À partir de ce moment, on n'observe plus aucun effet notable positif ou négatif provenant de l'activité des mères sur la croissance économique.

Le modèle de simulation tient également compte du fait qu'un taux d'activité accru des mères réduira les dépenses au titre de l'aide sociale. Se fondant sur les hypothèses retenues, BAK Economics a estimé à environ 80 millions de francs par an le potentiel d'économies globales en matière d'aide sociale si le programme est mis en oeuvre dans son intégralité.

L'axe d'influence «rendement éducatif chez les enfants»

Le «rendement éducatif chez les enfants» exprime les effets économiques de mesures supplémentaires d'encouragement précoce des enfants. Les enfants ayant pu bénéficier d'un système de formation, d'accueil et d'éducation de qualité pendant leur plus jeune âge apprennent plus facilement et plus rapidement dans les années qui suivent. Leurs perspectives et leur taux de réussite en cours de formation augmentent. Plus le parcours éducatif d'un enfant est réussi, plus les perspectives de revenu futur s'améliorent. On parle alors de rendement éducatif. Le rendement éducatif est le moteur principal des impulsions de croissance à long terme résultant du programme de développement sous l'axe d'influence que sont les enfants. Le développement des compétences lié à un système de formation, d'accueil et d'éducation des jeunes enfants exerce un effet positif à long terme sur le taux de croissance économique. Mais cet effet n'impacte l'économie que dès le moment où les personnes ayant fréquenté une structure d'accueil pour jeunes enfants, 15 à 20 ans plus tôt, entrent dans la vie active. Ces impulsions déploient leur plein effet environ 30 ans après le démarrage du programme. Le *illustration 5* le montre clairement.

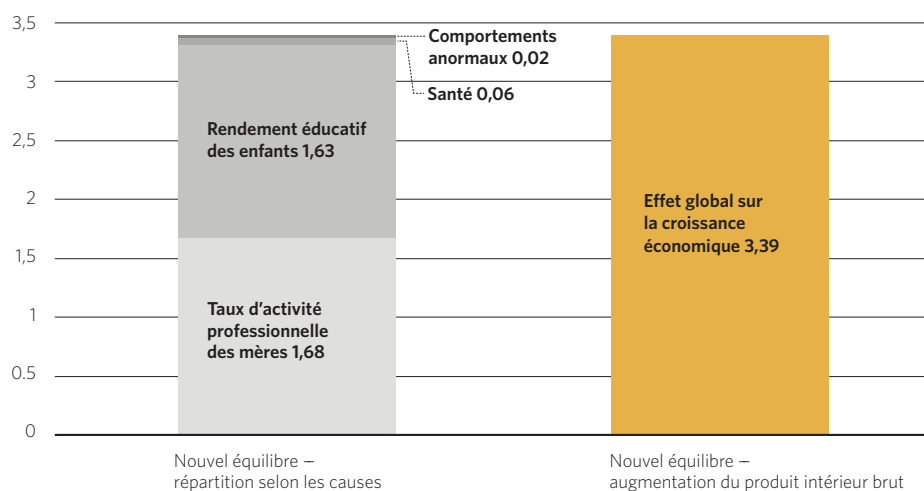
Outre qu'il tient compte des effets directs du rendement éducatif sous forme d'un revenu plus élevé, le modèle de simulation élaboré par BAK Economics prend en considération la réduction des dépenses sociales suite à la fréquentation d'offres d'accueil pour petits enfants. Le mode opératoire obéit à la même logique que pour les parents. Se fondant sur des ouvrages et des statistiques publiques, BAK Economics a calculé que le potentiel d'économies en matière de dépenses sociales atteindrait 24 millions de francs par année.

5.3 Quelle est l'importance à long terme des différents effets?

À long terme, l'impulsion du programme d'investissements pour l'économie débouchera sur un nouvel équilibre. Mais ce dernier ne s'instaurera qu'une soixantaine d'années après le lancement du programme, lorsque la première génération de personnes ayant bénéficié d'un encouragement précoce partira à la retraite. En attendant, on observera chaque année une augmentation du nombre de personnes ayant un niveau de compétences plus élevé que ce ne serait le cas sans le développement des offres d'accueil pour jeunes enfants. Pendant tout le temps de ce processus, on enregistrera des impulsions positives sur le taux de croissance de l'ensemble des secteurs économiques.

Le *illustration 6* montre la dimension financière des impulsions économiques du programme dans des conditions d'équilibre. On remarque que le programme d'investissements, dans une situation d'équilibre à long terme, entraîne une augmentation d'environ 3,4 milliards de francs par année du produit intérieur brut. La présence accrue des mères sur le marché du travail et l'amélioration des compétences chez les enfants ayant reçu un soutien spécial contribuent chacun pour environ 1,6 milliards de francs à l'économie.

Illustration 6: Influence à long terme du développement des offres d'accueil sur le niveau du produit intérieur brut (en milliards de francs)



Source: BAK Economics.

Le modèle de simulation intègre notamment le fait que les offres d'accueil pour jeunes enfants permettent d'espérer des effets économiques positifs en raison d'une meilleure santé des enfants ainsi encouragés et une diminution des comportements sociaux indésirables:

- *Amélioration de la santé*: se fondant sur diverses études, BAK Economics estime que, grâce à la modification des comportements qu'il favorise, un système de formation, d'accueil et d'éducation de la petite enfance est susceptible de réduire la prévalence de maladies non transmissibles comme le diabète, les maladies cardio-vasculaires et le cancer. En effet, les enfants comprennent alors mieux les enjeux de la santé. BAK Economics calcule que le programme d'investissements considéré peut réduire les coûts de la santé dans la société à hauteur de 40 à 220 millions de francs par année. Dans ses calculs, BAK Economics table sur une réduction de 60 millions de francs.
- *Diminution des comportements sociaux indésirables (anormaux)*: une politique de la petite enfance peut aussi entraîner une diminution des comportements sociaux indésirables tels que la délinquance ou la violence. Cet aspect est mentionné ci-dessus au chapitre 2. En compilant les données d'études disponibles, BAK Economics parvient à la conclusion que les offres d'accueil pour jeunes enfants peuvent réduire de 0,2 à 0,8 pour cent les coûts de la criminalité dans la société en général. Ce chiffre correspondrait à une réduction des coûts sociaux de la délinquance pour une somme comprise entre 15 et 50 millions de francs par année. Les calculs de modélisation fixent cette réduction à 20 millions de francs par année.

5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

Une incertitude considérable accompagne ces estimations. S'agissant des comportements affectant la santé, seules trois maladies – mais néanmoins très importantes – sont mentionnées. Cette liste constitue donc une appréciation plutôt conservatrice. Par ailleurs, il faut considérer que les sociétés se distinguent dans une large mesure par la conception individuelle de la santé et des comportements qui l'affectent, par leur système de prévention et par d'autres aspects liés. S'agissant des comportements anormaux, on a utilisé les statistiques sur la criminalité. On n'a pas tenu compte, par contre, d'autres coûts liés à des comportements sociaux indésirables, notamment les coûts de l'encadrement et de l'aide aux adolescents affichant des comportements atypiques.

En résumé, on peut affirmer que le programme de développement, dans une situation d'équilibre à long terme, entraîne une augmentation d'environ 3,4 milliards de francs par année du produit intérieur brut. Le taux d'activité professionnel plus élevé des mères et l'amélioration des compétences chez les enfants ayant bénéficié d'un encouragement supplémentaire représentent chacun environ la moitié de cette somme. Celle-ci comprend notamment l'effet de la réduction des coûts de l'aide sociale. Il existe également un montant d'environ 60 millions de francs qui résulte des conséquences positives pour la santé chez les enfants ayant reçu un soutien supplémentaire, et de 20 millions dû à la diminution des comportements sociaux indésirables chez les enfants soutenus.

5.4 Que se passe-t-il si l'on investit spécialement dans la qualité des structures d'accueil?

L'effet de la fréquentation d'une structure d'accueil pour jeunes enfants dépend dans une large mesure de la qualité de la structure en question: plus cette qualité est élevée, plus les enfants bénéficieront d'un tel placement (Balthasar et Kaplan 2019, p.7)! Il s'agit, en définitive, d'investir particulièrement dans la qualité, afin qu'un placement extrafamilial régulier et intensif pendant les premières années de vie d'un enfant produise les effets positifs escomptés sur le développement de l'enfant. Ce faisant, il faut examiner avec soin les objectifs éducatifs, les définitions et les valeurs pédagogiques (qualité des éléments composant la mission de la structure), mais aussi les conditions-cadres, le niveau de formation, la répartition des tâches d'accueil (qualité de la structure) et l'interaction entre le personnel et les enfants de l'établissement d'accueil (qualité des processus).

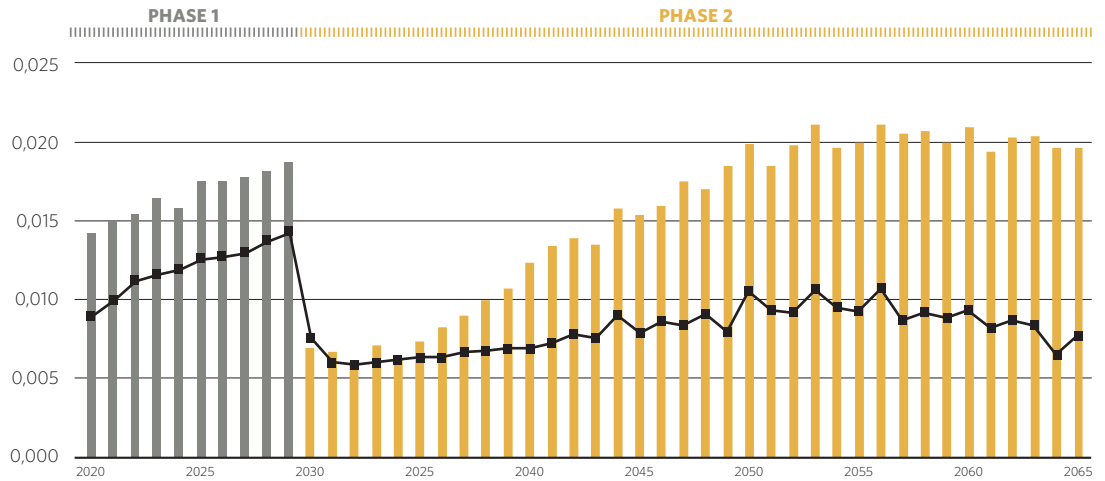
BAK Economics a évalué les effets sur l'économie nationale d'un investissement supplémentaire ciblé dans la qualité des offres d'accueil pour jeunes enfants («scénario Développement de la qualité»). Toutes les valeurs du «scénario Investissement» ont été intégrées. On a également pris en compte, d'une part, des investissements de l'ordre de 535 millions de francs par année en faveur de la qualité des structures d'accueil. Ce chiffre entraîne un surcoût de 20 pour cent par place d'accueil. On a admis que les moyens additionnels sont investis dans les qualifications du personnel d'accueil. D'autre part, on a adapté les estimations concernant les rendements éducatifs chez les enfants. On a supposé que les mesures supplémentaires pour la qualité augmentent de 40 pour cent l'utilité de l'accueil extrafamilial pour les enfants.⁴ Cette hypothèse est basée sur des études concernant le lien entre la qualité de l'accueil extrafamilial des jeunes enfants et l'utilité que ces enfants en retirent (notamment Siraj et al 2017). Il faut cependant relever que les données relatives aux effets quantitatifs des améliorations de qualité sur le rendement éducatif sont très peu fiables.

Le *illustration 7* montre l'évolution du taux de croissance de l'économie nationale selon le «scénario Développement de la qualité» (colonnes gris et jaune) compte tenu du «scénario Investissement» (ligne noire). Pour l'année 2020, on s'aperçoit par exemple que le taux de croissance annuel selon le «scénario Développement de la qualité» (colonne gris) est environ 0,014 pour cent plus élevé que si aucun programme n'avait été lancé. On voit également que le taux de croissance annuel selon le «scénario Développement de la qualité» est environ 0,005 point de pourcentage plus élevé que selon le «scénario Investissement» (point noir).

⁴ S'agissant des familles d'accueil de jour, on a considéré, pour tous les scénarios, une utilité légèrement plus faible par rapport à celle d'une structure d'accueil pour jeunes enfants.

5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

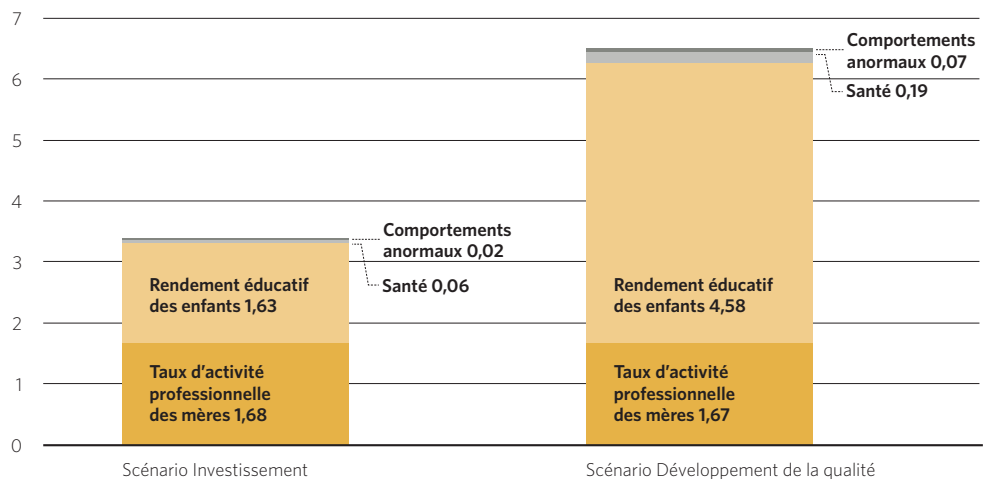
Illustration 7: «scénario Développement de la qualité»: évolution de la croissance économique (en pourcentage)



Source: BAK Economics.

Comme on peut le voir, les impulsions de croissance économique dans le cas d’une augmentation de la qualité des structures d’accueil pour jeunes enfants suivent, déjà dans leur phase de démarrage, une évolution visiblement plus dynamique que dans le cas du «scénario Investissement», qui ne prévoit pas d’amélioration de la qualité. Ce sont principalement les impulsions de croissance efficaces à court terme déclenchées par les investissements publics dans l’amélioration de la qualité des offres d’accueil qui expliquent ce phénomène. À long terme, le rendement éducatif chez les enfants entraîne des impulsions additionnelles clairement observables. Les mesures supplémentaires en faveur du développement de la qualité font que l’influence du rendement éducatif sur le taux de croissance est plus que doublée dans les phases ultérieures de la simulation. L’illustration 8 le montre clairement. La forte intensification de cet effet s’explique notamment par le fait que tous les enfants ayant utilisé une offre d’accueil pendant leur jeune âge bénéficieront de l’amélioration de la qualité.

Illustration 8: «scénario Développement de la qualité»: évolution à long terme du produit intérieur brut en fonction des causes (en milliards de francs)



Source: BAK Economics.

5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

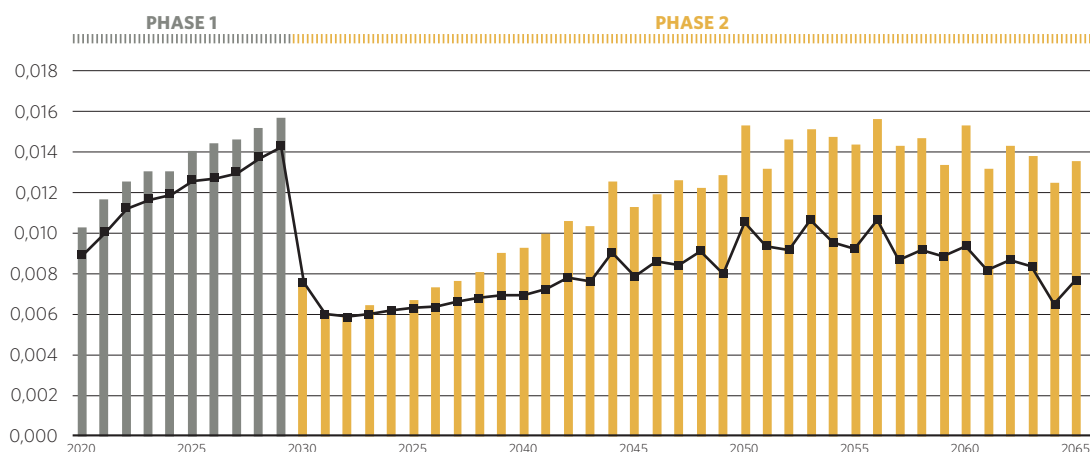
5.5 Quels sont les effets de l'encouragement spécial pour enfants défavorisés?

Les recherches montrent que les offres de formation, d'accueil et d'éducation pour les jeunes enfants ayant un accès restreint à l'éducation ou vivant dans un environnement socialement défavorisé, ou pour les enfants de migrants, peuvent être très précieuses pour atteindre l'équité des opportunités. Utilisant une simulation spéciale, BAK Economics a donc cherché à savoir quels changements s'avèrent efficaces si l'on veut atteindre une meilleure équité des opportunités pour 10 pour cent des enfants les plus défavorisés. Pour le savoir, on détermine qu'en plus des mesures considérées dans l'analyse principale, on met en œuvre des mesures complémentaires destinées à l'encouragement ciblé d'enfants défavorisés. On suppose que ces mesures renforcent particulièrement les effets positifs de la fréquentation d'une structure d'accueil sur le développement de ces enfants et améliorent leur perspectives éducatives. Concrètement, on estime, d'une part, qu'un *nouveau* groupe de 5000 enfants particulièrement défavorisés sont confiés à une garde externe dans le cadre du programme de développement et bénéficieront spécialement des mesures d'accompagnement. On considère en outre que des enfants défavorisés fréquentant déjà une crèche ou une famille d'accueil de jour dans le cadre du «scénario de référence» *commenceront eux aussi* à bénéficier de cette mesure. La modélisation est basée sur l'estimation qu'environ 16'000 enfants sont concernés. Pour ces enfants, l'hypothèse est que l'utilité par rapport au «scénario Investissement» est également plus grande, toutefois dans une moindre mesure que pour les enfants n'ayant pas encore été confiés à une garde extrafamiliale. Dans l'ensemble, ce sont donc 21'000 enfants qui bénéficient d'une aide spéciale supplémentaire.

S'agissant du coût des mesures additionnelles, on estime qu'il se situe à 7500 francs par enfant et par an. Autrement dit, le programme d'encouragement pour enfants défavorisés prévoit un investissement supplémentaire d'environ 160 millions de francs par année. Pour déterminer ce montant de coût, on a effectué une comparaison avec les coûts de programmes de visite à domicile existants tels que Zeppelin et schritt:weise (cf. *Infras 2016*: p. 24 ss). Ces programmes sont ce qu'il est convenu d'appeler des offres préventives qui représentent une aide précoce pour les familles potentiellement à risque. L'état actuel des recherches révèle que ce type de programme représente un paquet de mesures particulièrement efficaces pour les enfants ayant un grand besoin d'encadrement.

Le *illustration 9* montre les effets de telles mesures sur la croissance économique. Il indique la différence du taux de croissance de l'économie nationale par rapport à une situation sans investissement supplémentaire en matière d'encouragement précoce. La ligne noire montre les impulsions de croissance résultant du programme d'investissement activé jusque-là. Les colonnes représentent les effets du programme, y compris les mesures d'accompagnement pour enfants défavorisés.

Illustration 9: «scénario Programme d'aide aux défavorisés»: évolution de la croissance économique (en pourcentage)

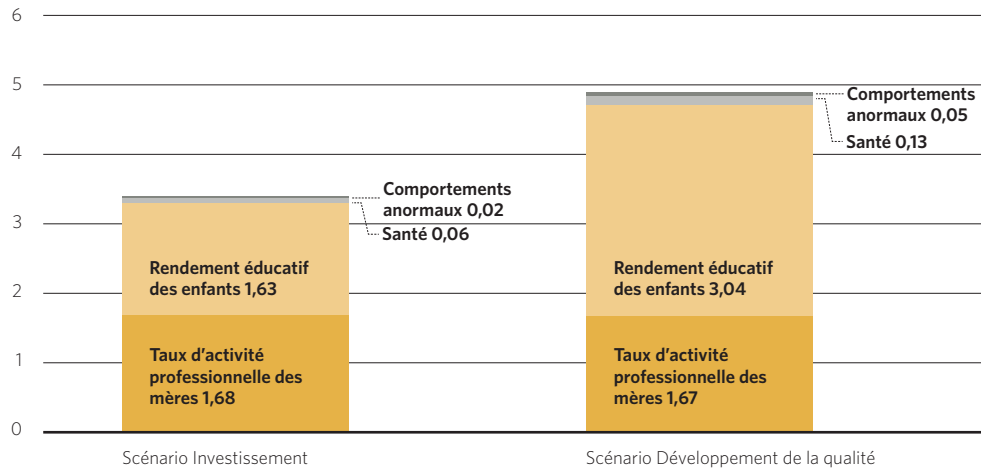


5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

Il apparaît que les impulsions de croissance pour l'ensemble de l'économie, compte tenu des mesures d'encouragement supplémentaires, évoluent de manière un peu plus dynamique dès la phase d'aménagement. Les dépenses supplémentaires de l'État, efficaces surtout à court terme, sont l'élément déterminant. À moyen terme également, l'effet du programme d'investissement comprenant une aide additionnelle est nettement plus conséquent pour la croissance économique que sans mesure d'accompagnement pour enfants défavorisés.

Finalement, on observe que ces mesures d'encouragement spéciales produisent aussi, à long terme, des effets nettement positifs pour l'économie nationale. Ce constat reste vrai même compte tenu des coûts d'investissement. L'illustration 10 suivant le montre de manière évidente. L'impulsion économique additionnelle par rapport au «scénario Investissement» sans mesure d'encouragement spécial se traduit par un montant d'environ 1,5 milliard de francs. L'impulsion additionnelle constante se répercute pour plus de 90 pour cent sur les améliorations du rendement éducatif chez les enfants. Cependant, cet effet n'intervient qu'à long terme. De plus, les résultats dépendent dans une large mesure de l'hypothèse que l'efficacité sur le plan éducatif est importante. Bien que cette hypothèse soit plausible, l'ampleur du phénomène ne peut être chiffrée qu'approximativement. Le «scénario Programme d'aide aux défavorisés» montre toutefois clairement qu'une nette amélioration du rendement économique du développement des offres d'accueil pour petits enfants est possible si l'on accorde une importance particulière au groupe des enfants défavorisés. Ce scénario de développement n'a aucun effet sur le taux d'activité lucrative des mères.

Illustration 10: «scénario Programme d'aide aux défavorisés»: évolution à long terme du produit intérieur brut, en fonction des causes (en milliards de francs)



Source: BAK Economics.

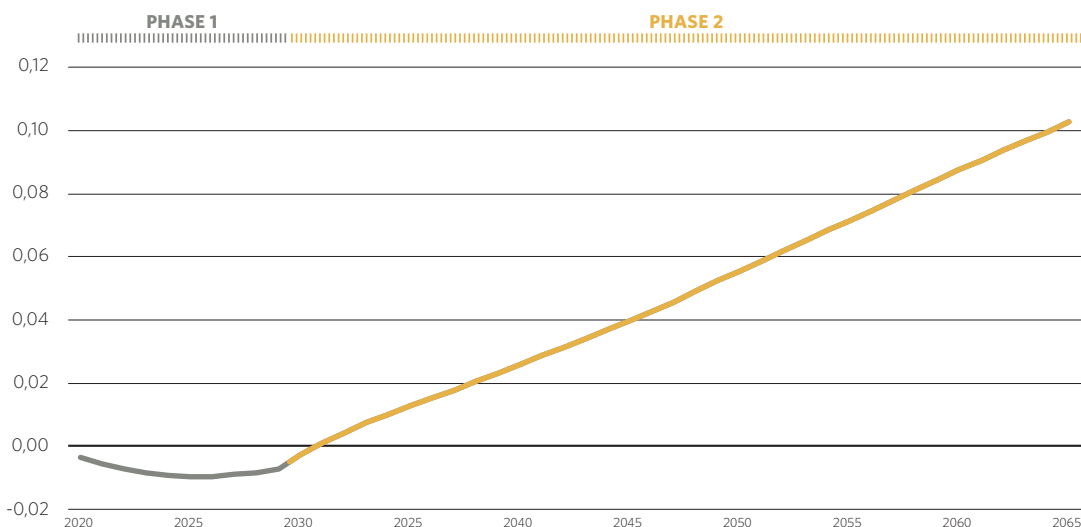
5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

5.6 Que signifie ce programme pour le budget national?

Les effets économiques simulés d'un développement dans le domaine de la petite enfance ne sont possibles que si les pouvoirs publics consentent de solides investissements. Comme expliqué au chapitre 4.2, les coûts totaux additionnels générés par le programme d'investissements – donc sans mesures d'amélioration de la qualité et sans mesures d'encouragement supplémentaires en faveur des enfants particulièrement défavorisés – atteignent 794 millions de francs par an, à la charge de l'État. De ce montant, 468 millions représentent la part des coûts précédemment payés par les parents. La somme de 326 millions de francs est la part d'investissements supplémentaires en faveur de l'accueil de la petite enfance. Les calculs partent du principe que l'État finance la moitié des coûts par le biais de la dette publique. L'autre moitié des charges publiques supplémentaires est couverte par une augmentation de l'impôt sur le revenu.

Dans le calcul de simulation, on admet l'hypothèse que le programme d'investissement est financé pour moitié grâce une augmentation de l'impôt sur le revenu, avec comme première étape un transfert des moyens financiers depuis les ménages privés vers l'État. Avec l'augmentation des impôts, les ménages privés ont moins de marge de manoeuvre pour la consommation ordinaire. Cet affaiblissement du pouvoir d'achat ralentit la croissance économique. Pendant les premières années du programme, l'État doit aussi faire face à un léger excédent de dépenses. Malgré le développement continu du programme, cet excédent continue d'augmenter pendant les dix premières années, mais de manière lente, car quelques années à peine après le lancement du programme, l'État bénéficie déjà de l'augmentation du taux d'activité des contribuables, et par conséquent de meilleures recettes fiscales. Les calculs montrent que peu après la fin de la première phase, les recettes et les dépenses de l'État qui a lancé un tel programme d'investissement s'équilibrent à nouveau. Le *illustration 11* montre les effets du «scénario Investissement» sur les comptes de l'État.

Illustration 11: Évolution des comptes de l'État en pour cent du produit intérieur brut («scénario Investissement», en pourcentage)



Source: BAK Economics.

BAK Economics a également calculé les répercussions du programme d'investissement pour les pouvoirs publics au cas où la totalité des coûts seraient financés par l'État, autrement si l'on renonçait à augmenter les impôts. Dans cette hypothèse, la dette publique augmenterait davantage. Avec le «scénario Investissement» prévoyant une augmentation d'impôts, les coûts supplémentaires engendrés par le programme seraient couverts au bout de 15 ans; sans augmentation d'impôts, cette durée atteindrait 60 ans. Le cofinancement par le biais des impôts entraînerait toutefois un léger tassement de la croissance supplémentaire. À long terme, cette forme de financement est toutefois génératrice d'une dynamique de croissance légèrement plus forte.

5. RÉSULTATS DES CALCULS DE MODÈLE

Reste que les différences entre les deux variantes de financement sont faibles si l'on considère les effets sur la croissance. Indépendamment de la forme de financement, les effets enregistrés chaque année sont positifs.

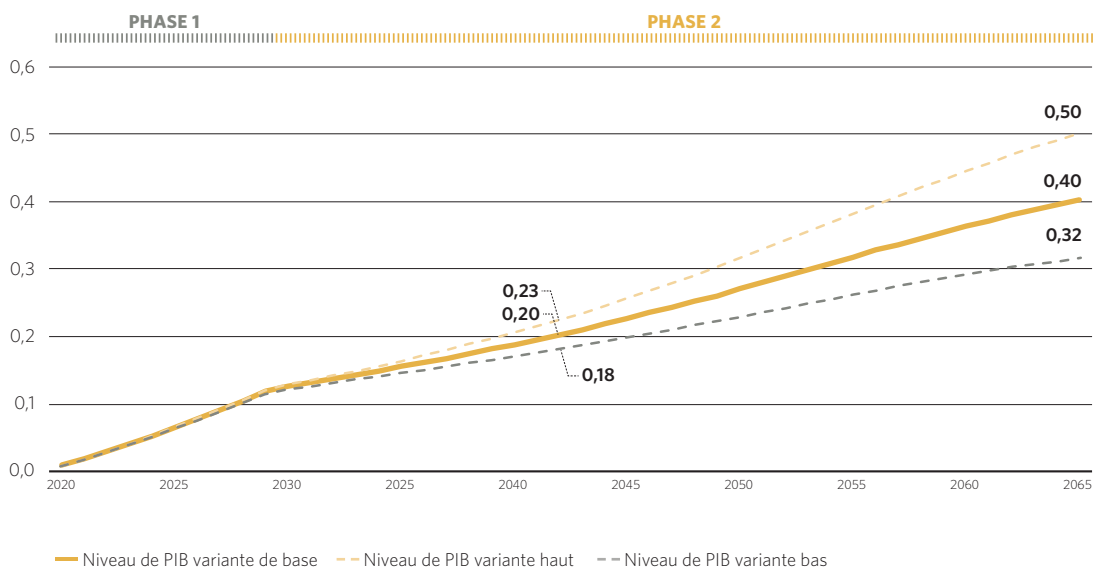
5.7 Quel est le degré de fiabilité des résultats?

Les résultats présentés sont le résultat de calculs de simulation tenant compte d'une longue durée et de nombreuses variantes de situation. Les hypothèses retenues et l'horizon à long terme font que les différents chiffres obtenus doivent être interprétés avec prudence. Même si BAK Economics a examiné avec soin les recherches existantes et a tenu compte des résultats disponibles dans ses calculs, il subsiste de nombreuses incertitudes. Sur ce point, citons par exemple le lien entre la fréquentation de structures d'accueil pour jeunes enfants et le potentiel d'amélioration des compétences chez les enfants bénéficiaires, ou l'influence des améliorations qualitatives des structures d'accueil par rapport à l'utilité qui en résulte pour les enfants. Ces incertitudes concernent aussi les conséquences des mesures d'encouragement sur la santé et le comportement social des enfants. Il existe également un certain flou concernant les effets de l'augmentation du taux d'activité des mères. Cette observation vaut principalement pour le rapport entre l'expérience professionnelle et la productivité.

L'analyse a tenu compte des difficultés liées aux incertitudes mentionnées, ainsi qu'à d'autres, puisque le résultat principal a été complété par des études de sensibilité dont le but était d'examiner dans quelle mesure les résultats sont modifiés en fonction de la variation des valeurs de base. La différence la plus importante pour les résultats concerne les hypothèses sur le degré de rendement éducatif.

Les analyses de sensibilité indiquées dans le *illustration 12* montrent que les incertitudes influencent de manière déterminante les effets économiques du programme d'incitation. Cependant, ces effets se situent, pour toutes les variantes, dans la zone positive. Du point de vue économique, les incertitudes quant aux effets exacts ne sont donc aucunement une raison de renoncer, sous l'angle des risques, à développer les offres d'accueil dans le domaine de la petite enfance: l'effet sur le produit intérieur brut reste clairement positif quelle que soit la variante calculée.

Illustration 12: Influence du programme de développement sur le produit intérieur brut – amplitude des effets attendus (en pourcentage)



Source: BAK Economics.

6.

Recommendations

6. RECOMMANDATIONS

6.1 Recommandations au niveau politique

Les résultats sont indiscutables: investir dans le domaine de la petite enfance s'avère payant sur le plan économique dans tous les cas! L'étude réalisée par BAK Economics établit qu'un tel développement a un effet global clairement positif sur l'évolution de l'économie en Suisse. De plus, les offres d'accueil pour jeunes enfants sont d'une grande importance du point de vue sociétal et pour la politique sociale. Elles permettent de mieux concilier le travail et la vie familiale, et contribuent de ce fait à l'égalité des sexes.

Investir dans le développement des offres d'accueil pour jeunes enfants

Les résultats montrent également que, de toute évidence, il est judicieux, du point de vue économique, d'investir dans le développement des offres d'accueil pour petits enfants pour une durée limitée de dix ans. Avec un apport annuel de 794 millions de francs par les pouvoirs publics, le produit intérieur brut peut être augmenté d'environ 3,4 milliards de francs, autrement dit de 0,5 pour cent. Ce montant est plus élevé que celui généré par le secteur suisse de l'aviation civile. Si l'on considère l'économie dans son ensemble, il n'existe aucune raison de renoncer à une telle avancée pour le bien de la population.

Promouvoir systématiquement la qualité des offres d'accueil pour jeunes enfants

Les résultats montrent qu'il s'avère indiscutablement payant d'investir dans la qualité des offres d'accueil pour jeunes enfants. La qualité est importante pour que la fréquentation régulière et intensive de structures d'accueil extrafamiliales pendant les premières années de la vie d'un enfant puisse déployer tous ses effets sur l'évolution de l'enfant. Si l'on parvient à accroître l'utilité des offres d'accueil pour jeunes enfants au moyen d'un train de mesures axées sur la qualité, il devient alors possible de quasiment doubler l'effet positif pour l'économie nationale. Parmi ces mesures de promotion de la qualité, on peut mentionner des exigences plus élevées concernant la formation des accueillants, et davantage de temps pour la formation continue de ces derniers, etc.

Les enfants particulièrement défavorisés doivent être spécialement encouragés

Les offres de formation, d'accueil et d'éducation de la petite enfance sont particulièrement adaptées pour promouvoir l'équité des opportunités s'agissant des enfants qui ont un accès restreint à l'éducation, qui proviennent d'un milieu défavorisé ou qui ont un historique de migration. L'étude réalisée par BAK Economics montre qu'il vaut aussi la peine, sous l'angle de l'économie nationale, de soutenir les enfants particulièrement défavorisés au moyen d'un programme d'accompagnement spécifique. Il est également avantageux d'aider les parents à assumer chez eux leur rôle parental. Une offre nationale de programmes de visite à domicile comme «Zeppelin» ou «schritt:weise» en Suisse alémanique, dont le but est d'aider préventivement les familles à risque, sont particulièrement efficaces. Cette observation est surtout vraie parce qu'une telle approche améliore l'intégration sociale de ces enfants et de leurs familles. Pour la Suisse, s'il est vrai qu'il existe un bénéfice économique, les retombées positives sont surtout sociales.

Tenir compte également des perspectives à long terme

Au début du processus, le développement des offres d'accueil pour jeunes enfants s'accompagne de certaines dépenses publiques supplémentaires. Cependant, les effets positifs des investissements se font déjà sentir au cours de la première année du programme: avec les sommes débloquées, l'État permet de créer des places d'accueil supplémentaires dans les structures extrafamiliales et, en subventionnant davantage ces places, il allège la charge financière des ménages. Certes, l'accroissement initial des dépenses publiques entraîne certaines conséquences négatives pour l'économie. Mais celles-ci sont plus que compensées par l'augmentation du taux d'activité professionnelle, en particulier celui des mères. À cela s'ajoutent, avec les années, des impulsions de croissance supplémentaires: en effet, les mères qui peuvent se maintenir sur le marché du travail deviennent plus productives. Le taux d'activité accru et une plus grande expérience professionnelle des mères produisent des effets qui se combinent avec celui des compétences améliorées des enfants. Mais ces effets n'impactent l'économie que dès le moment où les personnes ayant fréquenté une structure d'accueil pour jeunes enfants 15 à 20 ans plus tôt entrent dans la vie active. Il s'avère donc payant, à court, moyen et long terme, de développer les offres d'accueil pour jeunes enfants.

6. RECOMMANDATIONS

Les offres d'accueil pour petits enfants doivent être reconnues comme positives pour notre modèle de société

L'étude réalisée par BAK Economics démontre le rôle économique des offres d'accueil pour jeunes enfants. Les responsables politiques n'ont donc qu'un petit pas à accomplir pour reconnaître que de telles offres ont leur place dans notre modèle de société. Un accueil extrafamilial de qualité est nécessaire au bon fonctionnement de l'économie et, par conséquent, il revêt une importance systémique. La crise du Covid-19 a amplement démontré cette réalité. Ce statut doit être reconnu au niveau politique et financé en conséquence.

6.2 Recommandations pour la recherche scientifique

La présente étude met en lumière, pour la première fois, l'ampleur des effets économiques, pour l'économie suisse, du développement de certains volets de la politique en matière de petite enfance. Pour rendre ces calculs possibles, BAK Economics a dû recourir, d'une part, à des résultats provenant de l'étranger. D'autre part, elle a dû procéder par hypothèse dans de nombreux cas, étant donné que les liens importants avec l'économie n'avaient fait pas encore fait l'objet d'études sérieuses en Suisse. Pour pouvoir fournir des résultats probants qui soient susceptibles d'étayer d'éventuelles décisions politiques en faveur de la petite enfance, il faudrait donc réaliser d'autres études. Il s'agirait de combler les importantes lacunes suivantes en matière de recherche:

Rapport entre l'expérience professionnelle et la productivité des mères

On manque aujourd'hui de recherches sur les effets à long terme de l'augmentation du taux d'activité professionnelle des mères. Cette observation vaut principalement pour le rapport entre le niveau de formation, l'expérience professionnelle et la productivité des mères. En savoir davantage sur les liens entre ces aspects est extrêmement important. Des recherches internationales ont notamment montré qu'il existe un lien mesurable entre le niveau de formation des mères et le développement des enfants. Il serait également intéressant d'étudier, par exemple, dans quelle mesure le temps supplémentaire dont les mères disposent en raison des offres d'accueil est utile non seulement pour l'exercice de leur activité professionnelle, mais pour des formations continues, et comment cet aspect influence leur productivité. Autre sujet à étudier: une analyse axée sur la qualité qui permettrait de déterminer comment les qualifications et l'expérience professionnelle des mères se répercutent sur l'économie nationale.

Rapport entre les offres d'accueil pour jeunes enfants et la réussite du parcours éducatif ultérieur des enfants

Le rapport entre l'accueil extrafamilial de petits enfants et la réussite de leur parcours éducatif ultérieur n'a pas encore suffisamment été étudié. C'est là l'un des facteurs principaux expliquant la large amplitude des résultats obtenus par BAK Economics dans ses calculs. Il est important d'effectuer des études sur le succès éducatif des enfants ayant bénéficié ou non d'un accueil extrafamilial. De telles études doivent prendre en considération les différences entre enfants en fonction de leur personnalité et de leur environnement socio-économique, mais aussi des diverses formes d'accueil utilisées (structures d'accueil de jour, familles de jour ou autres formes) ainsi que de la durée et de l'amplitude de l'accueil. Il existe également un réel besoin de disposer d'études suisses s'intéressant aux effets à long terme de programmes d'intervention pour les enfants ayant un accès restreint à l'éducation ou provenant d'un environnement socialement défavorisé, ou pour des enfants issus de l'immigration.

Influence de la qualité de l'accueil sur le développement des compétences chez les enfants

L'influence de la qualité de l'accueil sur le développement des compétences des enfants n'est pas controversé. Mais il manque toujours des preuves scientifiques attestant de ce lien. Il faudrait découvrir quelles sont les mesures axées sur la qualité qui influencent le développement des enfants. Des études réalisées à l'étranger affirment que tant les conditions d'accueil (nombre d'enfants par accueillant-e) que les qualifications du personnel sont des facteurs déterminants de la qualité d'accueil et, par conséquent, du bien-être des enfants (cf. Felfe et Lalive 2012). Mais les études scientifiques capables de confirmer, voire de quantifier ce lien, font défaut. L'une des conditions sine qua non pour la réalisation de telles études est un recensement national portant sur la qualité des différentes offres selon des critères uniformes.

6. RECOMMANDATIONS

Répercussions des offres d'accueil sur le comportement des enfants en matière de santé

C'est une évidence: quand des enfants entre zéro et quatre ans ont appris à veiller sur leur propre santé, il s'ensuit que leurs coûts de santé seront moins élevés pour le reste de leur vie. Une série d'études confirment le lien entre le niveau de formation et les comportements à risque pour la santé (cf. Spiess et Schnyder-Walser 2018). Ce qui manque, ce sont des études s'intéressant, dans le contexte suisse, au rapport entre les offres d'accueil pour jeunes enfants et le comportement en matière de santé à un stade ultérieur de la vie. La planification et la vérification de mesures de santé concernant les enfants doivent cependant être chiffrées. Ces chiffres sont pour l'instant quasiment inexistantes en Suisse. Pour obtenir ces statistiques, il serait utile de disposer, par exemple, d'une organisation nationale pour les activités de jeunesse et d'adolescence, d'un sondage de santé effectué régulièrement auprès des catégories d'âge entre 0 et 15 ans, et de la saisie numérique des examens médicaux réalisés par les médecins et les psychologues scolaires.⁵

Amélioration de la base de données pour des études sur une longue durée

L'étude effectuée par BAK Economics a une fois de plus montré clairement que le prérequis essentiel à une analyse utile est l'existence d'une bonne base de données. Les variables entrant dans le développement préscolaire et scolaire des enfants doivent être qualitativement bonnes, uniformes, centralisées et collectées systématiquement. En particulier, la Suisse manque de moyens pour suivre le développement des enfants à long terme, notamment dans la phase préscolaire. L'un des moyens pour atteindre cet objectif consisterait à recenser systématiquement les enfants utilisant les offres d'accueil en enregistrant leur numéro AVS. Depuis 2012, le numéro AVS est utilisé pour tous les recensements menés dans le domaine de l'éducation et pour les analyses transversales. Il serait judicieux que de telles analyses soient complétées par des données provenant du domaine de la petite enfance. Le fait de disposer de bonnes bases de données contribuerait à ce que de futures mesures en matière d'accueil et d'éducation des jeunes enfants fassent l'objet d'une analyse encore plus détaillée, ceci afin d'être optimisées au maximum. Des études reposant sur des bases scientifiques solides représentent le meilleur atout pour optimiser la configuration de futurs programmes d'investissement en matière d'offres d'accueil pour jeunes enfants et, par conséquent, pour maximiser l'utilité de ces offres pour la société.

⁵ Cette préoccupation répond à l'exigence «Des données pour agir» évoquée dans le manifeste «Santé des enfants et des adolescents» de Santé Publique Suisse 2019.

Bibliographie

Le rapport complet de l'étude réalisée par BAK Economics et présentée dans le Whitepaper est disponible en cliquant sur le lien suivant: <https://jacobsfoundation.org/en/studies-brochures/>

Étude présentée

BAK (2020): Volkswirtschaftliches Gesamtmodell für die Analyse zur Politik der frühen Kindheit. Bericht im Auftrag der Jacobs Foundation, BAK Economics, Basel.

Études citées

Averdijk, M.; Ribeaud, D.; Eisner, M. (2019):

Externe Kinderbetreuung und Entwicklung bis ins Erwachsenenalter in der Schweiz. Langfristige Zusammenhänge mit Sozialverhalten und Bildung bis zum 20. Lebensjahr. Zürich.

BAG (2018): Gesundheitsförderung und Prävention in der frühen Kindheit. Bundesamt für Gesundheit, Bern.

Balthasar, A; Kaplan, C. (2019): Whitepaper zum Engagement in der frühen Kindheit: Fokus Kind, Jacobs Foundation, Zürich 2019.

Bartik, T. J.; Gormley, W. T.; Belford, J. A.; Anderson, S. (2016): A benefit-cost analysis of the Tulsa universal pre-K program. Working Paper, No. 16–261, W.E. Upjohn Institute for Employment Research, Kalamazoo, Michigan.

BASS (2007): Volkswirtschaftlicher Nutzen von Kindertageseinrichtungen in der Region Bern. Im Auftrag des Vereins Region Bern VRB, Bern.

Bieri, O.; Felte, C.; Ramsden, A. (2017): Evaluation «Anstossfinanzierung». Entspricht das bestehende Angebot an familienergänzender Kinderbetreuung der Nachfrage? Schlussbericht zuhanden des Bundesamts für Sozialversicherungen (BSV), Interface Politikstudien Forschung Beratung und Universität St. Gallen, Luzern/St. Gallen.

B,S,S (2018): Familienergänzende Kinderbetreuung: Auswirkung auf die Elternberufstätigkeit. Studie im Auftrag der Jacobs Foundation, Basel.

Felte, C.; Lalive, R. (2012): Early Child Care and Child Development: For Whom it Works and Why. CESIFO Working Paper

Grob, A.; Schächinger, L. T.; Bühler, J. C.; Segerer, R. K. (2019): Erste Erkenntnisse zur Wirksamkeit

früher Sprachdiagnostik- und Sprachfördermassnahmen bei Kindern mit Deutsch als Zweitsprache. Überprüfung mittel- und langfristiger Effekte der flächendeckenden Sprachstanderfassung vor und nach der obligatorischen Sprachförderung im Kanton Basel-Stadt im Hinblick auf schulische Entwicklungsverläufe zwischen 2009 und 2018. Wissenschaftlicher Bericht. Universität Basel.

INFRAS; Universität St.Gallen (2016): Whitepaper zu den Kosten und Nutzen einer Politik der frühen Kindheit. Im Auftrag der Jacobs Foundation, Zürich und St. Gallen.

INFRAS (2018): Kinderbetreuung und Erwerbstätigkeit: Was sich Eltern wünschen. Studie im Auftrag der Jacobs Foundation, Zürich.

Jacobs Foundation (2018): Whitepaper zur Vereinbarkeit von Familie und Beruf: Zwischen Wunsch und Realität, Zürich.

Lochner, L.; Moretti, E. (2004): The effect of education on crime: Evidence from prison inmates, arrests, and self-reports. *American Economic Review*, 94(1), 155–189.

Lüscher, K.; Stoffel, M.; Zürcher, M. (2010): Auf dem Weg zu einer Generationenpolitik. Im Auftrag des Netzwerks Generationenbeziehungen, Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften, Bern.

Machin, S.; Marie, O.; Vujic, S. (2010): The crime reducing effect of education. Centre for Economic Performance, London.

Melhuish, E.; Ereky-Stevens, K.; Petrogiannis, K; Ariescu, A.; Penderi, E.; Rentzou, K.; Tawell, A.; Slot, P.; Broekhuizen, M.; Leseman, P. (2015): CARE Curriculum quality analysis and impact review of European early childhood education and care (ECEC). Brussels: ECEC.

Mielck, A.; Lungen, M.; Siegel, M.; Korber, K. (2012): Folgen unzureichender Bildung für die Gesundheit. Im Auftrag der Bertelsmannstiftung, Gütersloh.

Müller Kucera, K; Bauer, T. (2000): Volkswirtschaftlicher Nutzen von Kindertagesstätten: welchen Nutzen lösen die privaten und städtischen Kindertagesstätten in der Stadt Zürich aus? Schlussbericht zuhanden des Sozialdepartementes des Stadt Zürich, Bern.

Public Health Schweiz (2019):

Manifest «Gesunde Kinder und Jugendliche»:
www.gesundheitsmanifest.ch.

SKBF (2018): Bildungsbericht Schweiz 2018. Aarau:
Schweizerische Koordinationsstelle für Bildungsforschung.

Siraj, I.; Kingston, D.; Neilsen-Hewett, C.; Howard, S. J.; Melhuish, E.; De Rosnay, M.; Luu, B. (2017):

A review of the current international evidence considering quality in early childhood education and care programmes in delivery, pedagogy and child outcomes. NSW, Australia: Department of Education.

Spiess, M.; Schnyder-Walser, K. (2018): Chancengleichheit und Gesundheit – Zahlen und Fakten für die Schweiz. Hintergrunddokument. Bern: socialdesign ag, im Auftrag des Bundesamtes für Gesundheit (BAG).

Tomasik, M. J.; Helbling, L. A. (2019): Von der Kinderkrippe über die Schule zur Berufsbildung: Wirkungen der frühen Förderung in der Zürcher Lernstandserhebung. Bericht zuhanden der Jacobs Foundation. Zürich.

Impressum

Auteurs

Balthasar, Andreas, Prof.
Ritz, Manuel, MA
Interface Politikstudien Forschung Beratung GmbH
www.interface-pol.ch

Mandat

Jacobs Foundation

Responsable chez le mandat

Philine Zimmerli
Jacobs Foundation
Seefeldquai 17, Case postale
8034 Zurich
philine.zimmerli@jacobsfoundation.org

Proposition de citation

Balthasar, A.; Ritz, M.: Whitepaper sur les investissements en faveur de la petite enfance: Éclairage sur leur utilité pour l'économie nationale. Fondation Jacobs, Zurich 2020.

Mise en page

BLYSS Brand Identity, Zürich

Jacobs Foundation

Seefeldquai 17

Case postale

CH-8034 Zurich

www.jacobsfoundation.org